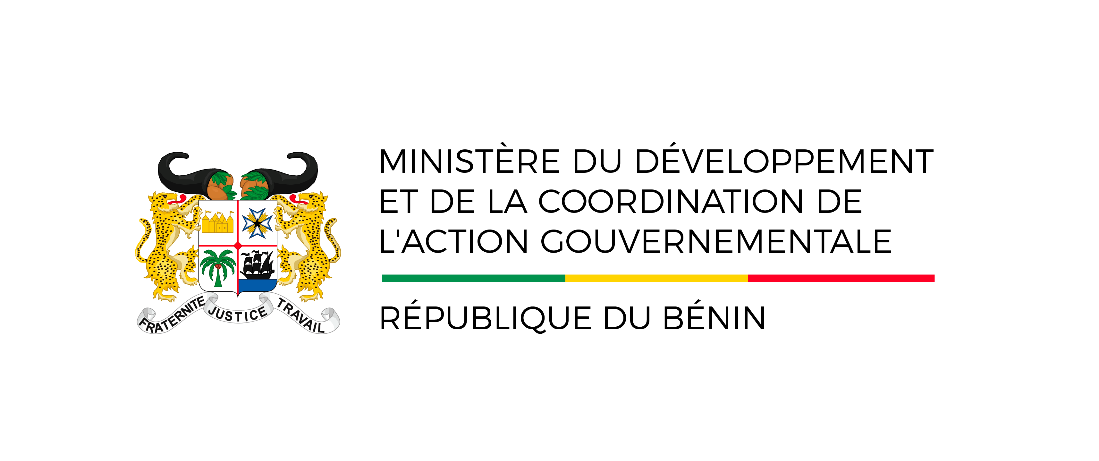
****

**DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT**

**RAPPORT PROVISOIRE**

ELABORATION D’UN MODÈLE DE SIMULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Mai 2023

# Table des matières

[Sigles et abréviations 4](#_Toc137411146)

[Liste des tableaux 5](#_Toc137411147)

[Remerciements 6](#_Toc137411148)

[1.Introduction 7](#_Toc137411149)

[2.Contexte, justification et objectifs de la mission………………………………………………………..8](#_Toc137411150)

[2.1. Contexte et justification 8](#_Toc137411153)

[2.2. Objectifs et résultats attendus de la mission 9](#_Toc137411154)

[a. Objectif général 9](#_Toc137411155)

[b. Objectifs spécifiques 9](#_Toc137411156)

[c. Résultats attendus 9](#_Toc137411157)

[3.Calendrier de la mission……………………………………………………………………………………………………….11](#_Toc137411158)

[4.Méthodologie adoptée………………………………………………………………………………………………………….12](#_Toc137411159)

[4.1. Réunion de cadrage 12](#_Toc137411160)

[4.2. Conduite de la mission 12](#_Toc137411161)

[a. Revue documentaire 13](#_Toc137411162)

[b. Entretiens 13](#_Toc137411163)

[c. Choix des outils d’analyse économétrique 13](#_Toc137411164)

[d. Choix des sources de données 14](#_Toc137411165)

[e. Déploiement des outils d’analyses économétriques 15](#_Toc137411166)

[f. collecte des données 15](#_Toc137411167)

[g. Analyse des données 15](#_Toc137411168)

[h. Mise à jour du modèle de simulation des politiques publiques et sociales 16](#_Toc137411169)

[h.1. Revue de l’ancien modèle 16](#_Toc137411170)

[h.2. Présentation du modèle revisé 17](#_Toc137411171)

[i. Présentation des différentes équations économétriques du modèle ……………………………………………………………………………………………………………………………………………….19](#_Toc137411172)

[i.1. La demande 19](#_Toc137411173)

[i.2. Technologie de production, capacité, production effective, investissements et emplois. 20](#_Toc137411174)

[5.Présentation des résultats…………………………………………………………………………………………………..24](#_Toc137411175)

[5.1. Bloc macroéconomique 24](#_Toc137411177)

[a. Estimation du bloc demande 24](#_Toc137411178)

[a.1. La consommation privée 24](#_Toc137411179)

[a.2. L’investissement privé 27](#_Toc137411180)

[a.3. Les exportations cotonnières 30](#_Toc137411181)

[a.4. La réexportation vers le Nigéria 33](#_Toc137411182)

[a.5. Estimation des importations (offre étrangère) 33](#_Toc137411183)

[b. Estimation du bloc offre 34](#_Toc137411184)

[b.1. Offre et demande de facteurs de production 34](#_Toc137411185)

[b.1.1. La Technologie 34](#_Toc137411186)

[ La productivité horaire du travail 35](#_Toc137411187)

[ La productivité du capital 36](#_Toc137411188)

[b.1.2. La capacité de production 36](#_Toc137411189)

[b.2. Offre et désagrégation sectorielle 38](#_Toc137411190)

[b.2.1. Secteur primaire 39](#_Toc137411191)

[b.2.2. Agriculture 41](#_Toc137411192)

[b.2.3. Elevage et chasse 43](#_Toc137411193)

[b.2.4. Pêche, sylviculture et exploitation forestière 44](#_Toc137411194)

[b.2.5. Secteur secondaire 46](#_Toc137411195)

[b.2.6. Agro-industrie 47](#_Toc137411196)

[b.2.7. Industrie extractive 49](#_Toc137411197)

[b.2.8. Autres Industries manufacturières 51](#_Toc137411198)

[b.2.9. Electricité et Eau 52](#_Toc137411199)

[b.2.10. BTP 54](#_Toc137411200)

[b.2.11. Secteur tertiaire 55](#_Toc137411201)

[b.2.12. Commerce 57](#_Toc137411202)

[b.2.13. Restauration-hôtels 59](#_Toc137411203)

[b.2.14. Transport 60](#_Toc137411204)

[b.2.15. Communication 61](#_Toc137411205)

[b.2.16. Banques et finances 63](#_Toc137411206)

[b.2.17. Administration publique et sécurité sociale 65](#_Toc137411207)

[b.2.18. Secteur éducatif 66](#_Toc137411208)

[b.2.19. Secteur de la santé et action sociale 68](#_Toc137411209)

[b.2.20. Autres services 70](#_Toc137411210)

[5.2. Bloc macro social 78](#_Toc137411212)

[a. Croissance inégalité et pauvreté 79](#_Toc137411213)

[b. Transformation structurelle de l’économie, inégalité et pauvreté 80](#_Toc137411214)

[c. Education, inégalité, croissance-pauvreté 82](#_Toc137411215)

[d. Santé, inégalité, croissance-pauvreté 83](#_Toc137411216)

[6.Conclusion 85](#_Toc137411217)

[7.Recommandation 86](#_Toc137411218)

[8.Annexes : Données d’étude………………………………………………………………………………………………..87](#_Toc137411219)

# [Sigles et abréviation](#_Toc421882870)s

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| BCEAO | : | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CSPEF | : | Cellule de Suivi des Programme Economiques et Financiers |
| DGAE | : | Direction Générale des Affaire Economiques |
| DGCS/ODD | : | Direction Générale de Coordination et de Suivi des ODD |
| DGPD | : | Direction Générale des Politiques de Développement |
| MAPES | : | Modèle d’Analyse et de Simulation des Politiques Economiques et Sociales |
| OCS | : | Observatoire du Changement Social |
| ODD | : | Objectifs de Développement Durables |
| PIP | : | Programme d’Investissement Publics |
| TOFE | : | Tableau des Opérations Financières de l'Etat |

# Liste des tableaux

[Tableau N°1: Données relatives au secteur des finances publiques 88](#_Toc136620508)

[Tableau N°2: Données relatives au secteur Exterieur 92](#_Toc136620509)

[Tableau N°3: Données relatives au secteur réel 101](#_Toc136620510)

[Tableau N°3.1: Module\_Compte nationaux 101](#_Toc136620511)

[Tableau N°3.2: Module\_Principaux indicateurs macroéconomiques 103](#_Toc136620512)

[Tableau N°3.3: Module\_Prix 106](#_Toc136620513)

[Tableau N°4: Données relatives aux secteurs monétaires et financiers 108](#_Toc136620514)

[Tableau N°4.1: Module\_Activités bancaires 108](#_Toc136620515)

[Tableau N°4.2: Module\_Statistiques monetaires MSMF 2000 121](#_Toc136620516)

[Tableau N°4.3: Module\_ Systeme Financiers décentralisés 134](#_Toc136620517)

# Remerciements

Nous tenons à remercier la Direction Générale des Politiques de Développement en particulier son Directeur Général pour la confiance accordée au cabinet LIBER CONSULTING dans le cadre de la conduite de cette mission.

Nous voudrions également exprimer notre gratitude à la Direction Générale du cabinet LIBER CONSULTING à travers son Directeur Général et son Chef de Mission pour toute l’attention portée à l’équipe des consultants que nous formons.

Nous tenons aussi à manifester nos remerciements au personnel de LIBER CONSULTING pour leur collaboration et leur grande disponibilité durant cette mission.

Enfin, nous tenons à rendre hommage à l’accompagnement exceptionnel des uns et des autres pour la réalisation de cette mission et l’atteinte des objectifs qui lui sont assignés.

# Introduction

Au moment où le Bénin aborde un nouveau départ de sa politique de développement, une coordination de l’action gouvernementale et une réelle planification de ses politiques et stratégies de développement doivent permettre de simuler l’impact des politiques publiques mises en œuvre sur les ODD.

Le Ministère du Développement et de la Coordination de l’action gouvernementale au Bénin à travers, la Direction Générale des Politiques de Développement (DGPD) n’est pas resté en marge et c’est cela qui explique l’initiative de la conduite de la mission de mise en place d’un modèle de simulation des politiques publiques confiée au Cabinet LIBER CONSULTING.

C’est ainsi que le Cabinet LIBER CONSULTING s’est vu assigné la mission d’assister la DGPD pour la mise en œuvre du modèle de simulation des politiques publiques qui s’est déroulée pendant les mois de Mai et Juin 2023.

# Contexte, justification et objectifs de la mission



## Contexte et justification

Les journées de réflexions tenues les 5 et 6 Décembre 1991 sur la planification au Bénin ont recommandé une approche de gestion du développement à trois niveaux :

1. les études prospectives à long terme ;
2. la planification à moyen et court termes et ;
3. les programmes d’investissement triennaux glissants.

C’est ainsi que le Bénin a élaboré des documents de planification (études prospectives à long terme, les plans de développement, les politiques, les stratégies, les programmes et projets …) aux différents niveaux pour une meilleure conduite de son développement. Néanmoins, de nombreux défis restent à relever par le Bénin au nombre des quels :

* La compétition de plus en plus forte sur les marchés internationaux ;
* La transformation des données collectées en véritables informations stratégiques et opérationnelles La maîtrise de l’environnement socio-économique en vue de la conduite de la politique stratégique ;
* L’utilisation des résultats de veille stratégique en vue d’anticiper et de prendre de bonnes décisions ;
* La cohérence entre les documents de planification à long, moyen et court terme (vision Bénin, PND, document de politique et stratégie, PAG, DPBEP, CDMT, Budget annuel etc.)
* La transition et la capture du dividende démographique ;
* La transformation structurelle grâce aux TIC
* Les multiples atteintes à l’environnement et sa dégradation continue
* L’adaptation et l’atténuation du changement climatique
* L’intégration des ODD et de l’agenda Afrique 2063 dans les documents de planification

Dans le but de relever ces nombreux défis, le Ministère du Développement et de la Coordination de l’action gouvernementale à travers la DGPD, envisage la mise en place d’un modèle de simulation des politiques publiques qui prend en compte tous les trois niveaux de planification énumérés ci-dessus.

Le modèle de simulation des politiques publiques permettra de voir, la contribution que la mise en œuvre des documents de stratégie élaboré apportera en termes d’effet à l’atteinte des objectifs par rapport aux études prospectives, au plan national de développement (PND). Il permettra également :

* d’apprécier la soutenabilité de la programmation financière retenue dans ces documents ;
* d’apprécier les effets des mesures gouvernementales sur la situation socio-économique du pays;
* de faire le suivi de l’évolution des indicateurs de développement ;
* de faire l’estimation du costing des politiques publiques ;
* de faire la veille stratégique

La mission confiée au cabinet LIBER CONSULTING consiste concrètement à la proposition d’un modèle convenable pour la simulation des politiques publiques en République du Bénin assortie d’une plateforme informatique interactive présentant les résultats issus des estimations économétriques.

## Objectifs et résultats attendus de la mission

### Objectif général

L’objectif général visé par la présente étude est de faire une actualisation du Modèle d’Analyse et de Simulation des Politiques Economiques et Sociales (MAPES) dans la vision de son adaptation au contexte actuel des politiques de développement, des nombreux enjeux et défis de l’économie.

### Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il est question de **:**

* recruter trois consultants pour identifier un modèle de simulation des politiques publiques ;
* faire un état des lieux des modèles de simulation de politique développés au Bénin et dans les pays de la sous-région ;
* proposer le modèle convenable pour simuler les politiques publiques et assurer la veille stratégique.
* d’implémenter une plateforme informatique interactive présentant les résultats issus des estimations économétriques

### Résultats attendus

A l’issue de cette mission, les résultats suivants sont attendus :

* trois consultants pour identifier un modèle de simulation des politiques publiques ont été recrutés ;
* un état des lieux des modèles de simulation de politique développés au Bénin et dans les pays de la sous-région est fait ;
* un modèle convenable de simulation des politiques publiques est proposé ;
* une veille stratégique est effectuée ;
* une plateforme informatique interactive présentant les résultats issus des estimations économétriques est implémentée.

# Calendrier de la mission

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TÂCHE** | **DÉBUT** | **FIN** | **DURÉE**  **(Jours)** |
| **Phase 1: Initiation** | | | |
| Tâche 1: Cadrage |  |  |  |
| Tâche 2: Élaboration du planning |  |  |  |
| **Phase 2: Élaboration de la base de données** | | | |
| Tâche 1: Identification des sources de données |  |  |  |
| Tâche 2: Extraction, formatage et Fiabilisation des données |  |  |  |
| Tâche 3: Identification du modèle économétrique |  |  |  |
| Tâche 4: Identification des variables manquantes |  |  |  |
| Tâche 5: Déploiement d'un SGBDr OpenSource & Implémentation de la base des données |  |  |  |
| **Phase 3: Analyse Statistique & Implémentation de la Plateforme Informatique** | | | |
| Tâche 1: Identification du modèle économétrique |  |  |  |
| Tâche 2: Conception de la plateforme |  |  |  |
| Tâche 3: Design des interfaces des utilisateurs |  |  |  |
| Tâche 4: Analyse Statistique (Étude) |  |  |  |
| Tâche 5: Implémentation du code, Tests unitaires & Sécurisation |  |  |  |
| **Phase 4: Recette & Contrôle qualité** | | | |
| Tâche 1: Transfert de compétence & Formation des utilisateurs |  |  |  |
| Tâche 2: Contrôle qualité / Revue des rapports |  |  |  |
| Tâche 3: Accompagnement |  |  |  |

# Méthodologie adoptée

## Réunion de cadrage

La réunion de cadrage pour le lancement de l’étude a eu lieu le 04 Mai 2023 à la salle de réunion du Cabinet LIBER CONSULTING, en présence du Directeur Général des Politiques de Développement. Étaient présents à cette réunion le Directeur Général de la DGPD, le Chef de Mission de LIBER CONSULTING et l’équipe des consultants. Le DG/DGPD, président de la séance, à l’ouverture a précisé l’importance et les objectifs de la mission en prenant soin de remercier tous les participants pour leur présence effective. Abordant dans le même sens que le DG/DGPD, le Chef de mission du cabinet LIBER CONSULTING a présenté le chronogramme proposé par l’équipe des consultants et les a invité à exposer la méthodologie de conduite de cette mission.

L’équipe des consultants prenant la parole à scinder le déroulement de la mission en quatre (04) phases à savoir :

* initiation,
* élaboration de la base de données,
* analyse Statistique & Implémentation de la Plateforme Informatique
* Recette & Contrôle qualité

Cette séance a été clôturée par le président de séance et a surtout servi d’harmoniser les points de vue entre l’équipe des consultants, le cabinet LIBER CONSULTING et la DGPD.

## Conduite de la mission

Au cours de la mise en œuvre de la mission, la démarche méthodologique adoptée est subdivisée en douze (12) étapes :

* revue documentaire ;
* entretiens ;
* séance de travail : choix des outils et sources des données
* déploiement des outils d’analyses économétriques ;
* collecte et analyse des données ;
* mise à jour du modèle et présentation des différentes équations économétriques ;
* identification des variables devant servir à estimer le modèle (sur la plateforme informatique) ;
* conception des interfaces de la plateforme ;
* connexion des interfaces aux sources de données ;
* tests unitaire et de montée de charge ;
* résultats et discussions ;
* rédaction du rapport.

### Revue documentaire

Nos travaux se sont essentiellement basés sur les études antérieures réalisées sur l’économie béninoise. Nous avons exploité les anciens rapports de la DGPD et les études faites par les organismes internationaux à savoir : la BCEAO, le FMI et l’OFE.

### Entretiens

Dans le cadre de notre mission, nous avons eu l’honneur de bénéficier des orientations du Directeur Général des Politiques de Développement par sa parfaite maitrise du sujet ainsi que l’accompagnement de Liber Consulting à travers les nombreux entretiens et séances de travail à nous accorder. Les différents entretiens avec le Directeur Général des Politiques de Développement d’une part, les séances de travail avec le Directeur Général et le Chef de Mission du cabinet Liber Consulting d’autre part, ont été d’une importance très capitale pour lever certaines équivoques et harmoniser les points de vue.

### Choix des outils d’analyse économétrique

Dans le but d’offrir une analyse efficace, nous avons comparé les outils d’analyse économétriques existant sur le marché. Notre choix nous a conduit à évaluer les caractéristiques des quatre (04) logiciels suivants afin de faire un choix approprié :

**SPSS** : outil d’analyse statistique offrant un répertoire d’algorithmes automatisés facilitant les opérations d’analyse descriptive et prédictives. Bien que payant, il dispose d’une version plus allégée pour étudiants et enseignants mais ne permet pas de faire de bonnes estimations.

**R** : outil d’analyse statistique open source qui propose un espace de calcul pour toutes les opérations statistiques et graphiques. ? Il a la particularité de ne pas être convivial en termes d’appropriation de son langage.

**Eviews** : outil complet d’analyse économétrique payant, Evews offre une interface conviviale et intuitive permettant la gestion efficace des données et produisant des sorties graphiques de haute qualité. Bien que cet outil ait servi à produire les estimations dans le rapport précédent, nous n’avons pu nous en servir faute d’expériences solides de notre part dans son utilisation.

**Stata** : outil efficace et payant, Stata offre de nombreuses fonctions d’analyse et de simulation de modèles économétriques. Il permet de générer des rapports productifs automatisés. Il intègre une version d’essai ayant permis d’accomplir la majorité des actions dans le cadre de cette mission. Sa capacité à sauvegarder les programmes écrits pour les réutiliser (à travers les do-files) d’une part, et d’autre part notre parfaite expérience dans son utilisation font de lui un outil excellent pour la conduite de cette mission.

### Choix des sources de données

Dans le but de disposer des données fiables dans le cadre de notre étude, nous avons visualisé les bases de données des institutions ci-après :

**BCEAO** : elle a mis à la disposition du public une base de données économiques et financières rendue accessibles via son site internet. Cette base de données renferme plus de 15.000 séries couvrant plusieurs domaines à savoir le secteur réel, le secteur monétaire et financier, les finances publiques, le secteur extérieur et le secteur social. L’accessibilité de cette base de données ainsi que la disponibilité de la quasi-totalité des variables d’intérêt à notre étude ont motivé de s’y intéresser. Les données de la BCEAO sont accessibles via l’url ci-contre : [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

**BANQUE MONDIALE** : Elle a mis en œuvre une base de données contenant 1400 indicateurs de séries chronologiques pour 217 économies et plus de 40 groupes de pays, avec des données pour de nombreux indicateurs remontant à plus de 50 ans. Elle contient certaines variables importantes notamment les données sur la croissance économique et les agrégats macroéconomiques nécessaires à notre étude. Les données de la Banque Mondiale sont accessibles via l’url : [***https://donnees.banquemondiale.org/***](https://donnees.banquemondiale.org/)

De même, d’autres bases de données ont été consultées. Entre autres, nous pouvons citer la base de données de l’Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTaD), l’Observatoire de la Francophonie Economique (OFE), le Fond Monétaire International (FMI). Les données issues de ces différentes bases de données concordent avec celles recueillies au niveau de la BCEAO et la Banque Mondiale.

### Déploiement des outils d’analyses économétriques

Pour les besoins de notre étude, nous avions déployé l’outil d’analyse économétrique STATA dans sa version 14. Bien que soumis à licence, STATA 14 est un logiciel offrant une version d’essai disposant de la quasi-totalité des fonctionnalités requises pour notre analyse. Le tableur Microsoft Excel a également été utilisé dans un premier temps pour harmoniser, réorganiser et retraiter les données afin d’optimiser leur utilisation dans STATA 14, travail préliminaire et indispensable aux analyses statistiques et économétriques.

### collecte des données

Une fois les sources de données identifiées, elles ont servi à conduire l’opération de collecte des données. La collecte des données, phase importante se situant en amont de l’analyse des données et de l’estimation des équations du modèle occupe une place de choix dans notre étude. A cette étape, il a fallu établir une liste exhaustive de toutes les variables susceptibles d’expliquer la situation économique du Bénin afin de produire une analyse en adéquation avec la réalité. Ainsi les données collectées couvrent la période de 1999 à 2020 et concernent essentiellement le secteur des finances publiques, le secteur extérieur, le secteur monétaire et financier, le secteur réel, le Tableau des Opérations Financières de l’Etat (TOFE), le secteur social et certains agrégats macroéconomiques. Les tableaux en annexe présentent de façon exhaustive, les différentes données collectées.

### Analyse des données

A ce niveau, les tests sur les données bruites ont été faits. L’un des plus importants est celui d’identification d’une éventuelle présence de racine unitaire avec le Dickey-Fuller. Ainsi, il est nécessaire de tester la stationnarité des différentes variables afin de faire l’analyse de la cointégration dont il est important d’élimer les effets pour éviter des régressions fallacieuses. Ce test justifiera le choix du modèle à correction d’erreur qui voudrait une estimation en deux temps :

* estimer d’abord par les moindres carrés ordinaires (MCO) le modèle de base (long terme),
* ensuite, estimer le modèle dynamique (court terme).

Il faut s’assurer que la force de rappel vers l’équilibre de long terme est significativement négative pour accepter un ECM ; dans le cas contraire, il conviendrait de rejeter le modèle spécifier. En effet, ce mécanisme de correction d’erreur (rattrapage qui permet de tendre vers la relation de long terme), irait dans le sens contraire et s’éloignerait de la cible à long terme. La procédure en d’estimation en deux étapes conduirait à une estimation convergente des coefficients du modèle et les écarts types des coefficients peuvent s’interpréter de manière classique (Engle et Granger, 1987). Les résultats ont été donc analysés en termes d’impacts et d’effets des chocs. La synthèse de tous les résultats de simulation et d’analyse a permis de présenter ce rapport pour cette étude.

### Mise à jour du modèle de simulation des politiques publiques et sociales

### h.1. Revue de l’ancien modèle

Le Modèle d’Analyse et de simulation des Politiques Economiques et Sociales (MAPES) initialement conçu est un modèle macro-économétrique comprenant environ plus d’un millier d’équations dont plus de 300 sont des équations économétriques décrivant les comportements des agents économiques. Ce modèle est subdivisé en plusieurs blocs à savoir :

* le bloc demande,
* le bloc offre,
* le bloc prix et salaires,
* le bloc « finances publiques et comptes des agents »,
* le bloc balance des paiements, le bloc dette

Il est désagrégé en cinq (05) principales branches :

* l’agriculture,
* l’industrie manufacturière,
* l’industrie non manufacturière,
* les services marchands,
* les services non marchands

Il trouve sa source dans la théorie néokeynésienne[[1]](#footnote-1), qui établit un lien entre la demande, l’offre et les prix selon la trilogie classique suivante :

Prix

Demande

Offre

Le niveau de la demande globale détermine la production effective et la demande d’emploi ; l’écart entre cette production et la production potentielle (la capacité de production) détermine les taux d’utilisation des capacités de production (TUC) qui à leur tour influencent les prix notamment les prix extérieurs. Quant au chômage, résulte de l’écart entre l’emploi effectif et l’offre de travail. Son taux a une influence directe sur l’évolution des salaires. Les prix du commerce extérieur, les prix étrangers ainsi que les prix de la demande interne contribuent à la détermination des composantes de la demande finale (consommation, investissements, exportations).

### h.2. Présentation du modèle revisé

Le modèle révisé comporte deux grands modules :

* un module macroéconomique qui décrit les interrelations entre les différents blocs macroéconomiques
* Compte de production et de formation du Produit Intérieur Brut (PIB),
* Tableau des Opérations Financières de l’Etat (TOFE),
* Compte extérieur (la balance des paiements),
* bloc monétaire.
* un module macrosocial qui permet de simuler des variantes et des trajectoires macrosociales notamment celles décrites dans les ODD.

Module macroéconomique

Bloc Offre

Bloc Demande

Prix

Transformation structurelle

Bloc Balance des Paiements

Bloc des Opérations Financières de l’État

Module macrosocial

Emploi et chômage

Éducation

Inégalité et pauvreté

Santé

ODD

**Source :** Modèle extrait de l’ancien rapport et actualisé

Il question à travers ce modèle d’expliquer de façon explicite les comportements macroéconomiques des agents. Il s’agit d’une :

* modélisation et estimation du bloc offre et demande
* modélisation et estimation du bloc transformation structurelle
* modélisation et estimation du bloc TOFE
* modélisation et estimation du bloc Balance des Paiements
* modélisation et estimation du bloc monétaire
* modélisation et estimation du bloc emploi et chômage
* modélisation de la relation croissance, pauvreté et inégalité
* modélisation de la relation croissance, transformation structurelle de l’économie, pauvreté et inégalité
* modélisation de la relation croissance, éducation pauvreté et inégalité
* modélisation de la relation croissance, santé, pauvreté et inégalité

### Présentation des différentes équations économétriques du modèle

Les équations essentielles du modèle sont résumées dans l’encadré 1 de la page suivante. L’encadré 2 présente une description de la technologie de production, discute de la capacité de production, de la production effective et de la demande de facteurs.

#### i.1. La demande

La demande finale totale est fonction de la consommation privée et publique, les investissements, les variations de stocks, et la balance commerciale. Ainsi, sa forme fonctionnelle est :

où ConsPrivé désigne la consommation privée (consommation des ménages), ConsPub, la consommation du secteur public, Inves, les investissements privés comme publics, **,** la variation du stock, X, les exportations et M, les importations.

L’hypothèse de modélisation de la consommation privée suppose trois effets : l’effet revenu, l’effet prix et l’effet de liquidités.

Le volume du commerce extérieur est déterminé par la demande. Les exportations sont déterminées par la demande étrangère, l’effet des taux d’utilisation des capacités de production et l’effet compétitivité-prix des exportations. Quant aux importations, elles dépendent de la demande intérieure, des taux d’utilisation des capacités dans l’explication du volume du commerce extérieur. Elles traduisent la sensibilité du commerce extérieur aux fluctuations à court terme de la demande. Ce phénomène s’explique par le fait que certaines entreprises qui sont en pleine utilisation de leurs capacités de production n’arrivent pas à satisfaire une croissance supplémentaire de la demande qui leur est adressée. Cette demande supplémentaire se traduit par conséquent en importation.

De façon symétrique lorsque la demande intérieure croît, les entreprises du secteur exportateur ont tendance à réorienter leur production vers le marché intérieur, ce qui freine la croissance des exportations.

|  |
| --- |
| ***Encadré 1*** – Résumé des équations de comportement du modèle MAPES  ***Y = C + I + G + ΔS + X - M***  Où :   * ***C = C (RDB, PC)***: « C » la consommation privée, «RDB » le revenu disponible brut réel et «PC » le prix à la consommation * ***I = I (Y, TUC, Ck)***: «I » les investissements productifs, «TUC » taux d’utilisation des capacités de production, «Ck » coefficient de capital optimal. * : «w » taux de salaire horaire, «q » coût d’usage du capital * : « » productivité du travail, « » déflateur de la valeur ajoutée * **:** «Cus » coûts unitaires salariaux * : «X » les exportations, «DE » la Demande étrangère, « »le taux de change nominal, « »prix des exportations, « »prix étrangers * : «M» les exportations, «DI » la Demande intérieure, « »prix des importations, «P » déflateur du PIB * **:** «Pci » prix des consommations intermédiaires, * **:** «L » emploi, «CL » coefficient de travail optimal |

Source : Equations extraites de l’ancien rapport et actualisées

#### i.2. Technologie de production, capacité, production effective, investissements et emplois.

Le modèle distingue comme mentionné en introduction, une frontière de production à court terme et une autre à long terme. Cette distinction qui se fonde sur l’hypothèse de complémentarité des facteurs de production à court terme et leur substituabilité à long terme selon l’évolution des coûts relatifs des facteurs, introduit à la technologie Léontieff–Cobb–Douglas (Snessens, 1981) qui constitue le support du modèle de production.

Les entreprises déterminent à long terme les niveaux désirés de capacité de production, de stock de capital et d’emploi. A court terme, la production effective est déterminée à partir de la demande des biens et services. Si cette demande est insuffisante parce qu’elle est inférieure à la production potentielle, les taux d’utilisation des capacités déclinent du fait de la complémentarité entre le travail et le capital. Une partie du capital disponible ne sera pas utilisée. Le déclin des taux ralentit les besoins en investissement des entreprises. L’écart entre le capital disponible et le capital effectivement utilisé accroît l’écart entre l’emploi potentiel et l’emploi effectif. La transmission de cet écart au marché du travail, renforce le chômage. Le chômage dont l’ampleur influence ; les salaires qui transmettent cette dernière aux prix.

|  |
| --- |
| ***Encadré 2*** : Modèle de comportements de production et de demande de facteurs des entreprises  Le comportement de production des entreprises est décrit par une fonction de production de type Leontief – Cobb – Douglas. ***Cette technologie suppose une complémentarité des facteurs de production capital et travail à court terme (fonction Leontief[[2]](#footnote-2)) et une substituabilité entre ces facteurs à long terme (fonction Cobb-Douglas[[3]](#footnote-3))***.  L’analyse conjoncturelle met en évidence trois faits stylisés qui fondent cette hypothèse :   1. *En période de récession, les taux d’utilisation des capacités de production sont faibles, par conséquent le capital disponible sera sous utilisé.* 2. *Si les taux d’utilisation des capacités fluctuent à la baisse, l’hypothèse de substituabilité des facteurs représentée par une technologie Cobb-Douglas traditionnelle, n’est plus appropriée pour décrire la technologie de production.* 3. *Dans une économie réelle, il n’y a jamais eu en permanence la pleine utilisation des capacités de production pour toute la durée de vie de l’économie.*   L’absence de substituabilité entre le travail et le capital à court terme consécutivement à la sous-utilisation du stock de capital que justifie la rigidité du ratio capital-travail au cours des périodes de récession permet de distinguer deux frontières de production : une frontière à court terme et une frontière à long terme. A court terme, le ratio capital-travail est fixe mais variable à long terme. A long terme ce ratio s’ajuste selon l’évolution du coût relatif des facteurs.  Toute réduction de l’emploi à court terme correspond à une baisse des taux d’utilisation des capacités de production. Le modèle suppose que les producteurs choisissent à long terme, un niveau désiré d’emploi L\*, de stock de capital K\* et de capacité de production Y\* qui minimise leurs coûts de production CT\* = ωL\* + qK\* sous la contrainte technologique décrite par la fonction de production :  où :   * , capacité de production désirée à long terme * , volume du stock de capital désiré * , niveau d’emploi désiré * , un paramètre d’échelle * , taux de salaire * , coût d’usage du capital   La solution de ce programme d’optimisation conduit à un équilibre où chaque producteur choisit un ratio capital-travail (intensité capitalistique) optimal RHO tel que :  Ce ratio détermine le niveau d’emploi optimal nécessaire au producteur et par conséquent la capacité de production optimale correspondante :  Par contre si pour RHO\* et K\* fixes à court terme l’emploi chute de son niveau de long terme L\* à un niveau L < L\*, une partie du capital disponible sera sous utilisé, les taux d’utilisation des capacités de production vont également baisser.  Le capital effectivement utilisé à court terme K, déterminera le niveau d’emploi effectif qui sera obtenu par :  Par conséquent, la production effective dépendra du niveau effectif d’emploi et du stock de capital utilisé :  La frontière de production à court terme s’obtient en combinant ces deux expressions en une seule :  On représente dans la figure 1 ci-dessous les frontières de production à court terme et à long terme. |

**Source :** Equations extraites de l’ancien rapport et actualisées

Emploi

L\*

Production

Y\*

Frontière de production à court terme

Frontière de production à long terme

***Figure 1 : Frontières de production à court terme et à long terme (extraite de l’ancien rapport)***

# Présentation des résultats



## Bloc macroéconomique

### Estimation du bloc demande

On rappelle que la fonction de demande comprend la consommation finale, l’investissement, les variations de stocks, et la balance commerciale. L’objectif de cette section est d’estimer les différentes variables de la fonction de demande globale.

#### a.1. La consommation privée

La réflexion économique sur la proposition d’un modèle économique d’analyse de la consommation des ménages est en perpétuel évolution et d’ailleurs aujourd’hui très féconde. Les précurseurs furent Keynes, Brown, Friedman et Modigliani. La première spécification ayant retenu l’attention des économistes est à mettre à l’actif de Keynes et supposait le revenu comme étant la variable explicative de la consommation. Par la suite, les autres auteurs précités ont proposé des modèles plus approfondis et plus élaborés pour donner des spécifications encore plus réalistes. Il est à souligner que la réflexion économique, du moins dans ses débuts, considérait peu les dimensions microéconomiques de la fonction de consommation et raisonnait sur le plan macroéconomique où l’on fait l’hypothèse d’un individu représentatif. Certes, Keynes a fondé sa relation sur une « loi psychologique » d'ordre microéconomique mais il l’a développée d’un point de vue macroéconomique. Les écoles de pensée keynésienne s'intéressent à la relation fonctionnelle s'établissant entre la consommation globale en termes réels et le revenu réel de la période à partir de la loi psychologique[[4]](#footnote-4). Dans son modèle, seul l’effet revenu est retenu et on suppose les effets des autres facteurs comme étant des données stables ou constantes.

Ce modèle fût critiqué par l’économiste Brown[[5]](#footnote-5) qui a intégré un aspect inter temporel de la consommation. Pour lui, la consommation n'est pas seulement fonction du revenu actuel mais plutôt elle est fonction du revenu actuel et de la consommation passée.

Friedman (1957) va approfondir l'approche introduite par Brown de la consommation à court terme. Selon lui, la consommation n'est pas déterminée par le revenu courant mais par le revenu moyen anticipé, appelé revenu permanent. Ce revenu permanent, économiquement pertinent pour analyser les décisions de consommation, n'est pas observable statistiquement. Il diffère du revenu courant observable et est soumis à des fluctuations conjoncturelles sans grande importance pour les décisions de consommation.

Mais pour Modigliani (1963), la consommation d'un individu est en fonction de son âge. D'où l'approche du cycle de vie selon laquelle le revenu est élevé en début d'activité et diminue lorsque l'individu prend sa retraite ou ne peut plus travailler physiquement. Ainsi, Deaton (1982), a montré que la consommation est essentiellement fonction croissante d'une variable « active » qui est la proportion de la population âgée de 15 à 64 ans.

Notons que la consommation finale dans une économie est constituée de la consommation privée et de la consommation publique. Ainsi, des différentes approches de ces auteurs il est à retenir que la consommation privée est une variable particulièrement importante dans l'étude macroéconomique et mesure la valeur totale au cours d'une période des biens et services que les ménages, les entreprises ou les institutions privées acquièrent dans le cadre de leurs activités économiques correspondantes. La consommation publique quant à elle, constitue la dépense totale d'un pays. Selon la proportion existante entre consommation privée et consommation publique, il est possible d'acquérir une certaine image sur le caractère interventionniste ou non d'une économie particulière, étant d'autant plus interventionniste que la consommation privée est faible, et vice versa.

Dans la demande globale d'une nation, la consommation privée est la composante ou la variable la plus importante et la plus grande, surtout si le pays est considéré comme développé ou avancé. Ainsi, l’estimation de l’équation 1 ci-dessous permet d’éclairer davantage sur les déterminants de la consommation des ménages à long terme.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

En appliquant la fonction logarithme népérien, le modèle ci-dessous devient :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(1)** |

où

* : Consommation des ménages
* : le revenu disponible brute des ménages
* : Prix à la consommation
* P: Déflateur du PIB
* : Prix relatif à la consommation
* : le temps
* ln : le logarithme népérien

L’estimation de ce modèle a nécessité des travaux en amont sous STATA 14 qui se résume comme suit :

***1ière étape :***

Les variables du modèle ont été renommées comme l’indique le dictionnaire des variables ci-dessus.

***2ième étape :***

Le logarithme népérien des données ont été générées pour chaque variable du modèle

***3ième étape :***

Le test de stationnarité en niveau et en différence première est effectué sur les variables pour.

Ainsi, avant le traitement des séries temporelles, il est très important d’étudier les caractéristiques schochastiques (stationnarité). Une série est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépend que de la distance ou de l’écart entre ces deux périodes Mignon et al., (2002). L’encadré 3 expose le processus (algorithme) du test de stationnarité de Dickey-Fuller (1976).

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Encadré 3 :*** Algorithme du test de stationnarité de Dickey-Fuller  ***Modèles de régression***  Les calculs utilisent les définitions suivantes :   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | |  | les valeurs des séries chronologiques observées dans le temps = 1, ..., T | |  | la différence de deux observations consécutives au temps t, , où t = 2, ..., T | |  | le terme constant dans un modèle de régression | |  | le coefficient d’une tendance temporelle linéaire dans un modèle de régression | |  | le coefficient d’une tendance temporelle quadratique dans un modèle de régression | |  | l’ordre de décalage du processus autorégressif | |  | le terme d’erreur indépendant en série au temps t pour t = 2, ..., T |   Le test de racine unitaire (ADF) de Dickey-Fuller augmentée utilise des estimations de régression des moindres carrés ordinaires. Les spécifications de l’analyse dans Minitab Statistical Software définissent les coefficients constants, linéaires et quadratiques sur 0.   * **Un modèle avec seulement un coefficient constant**      * **Un modèle avec un coefficient constant et un coefficient linéaire**      * **Un modèle avec un coefficient constant, un coefficient linéaire et un coefficient quadratique**      * **Un modèle sans coefficients de régression**     ***Hypothèses***  Chaque test augmenté de Dickey-Fuller utilise les hypothèses suivantes :  Hypothèse nulle, H0:   Hypothèse alternative, H1:   L’hypothèse nulle dit qu’une racine unitaire se trouve dans l’échantillon de série chronologique, ce qui signifie que la moyenne des données n’est pas stationnaire. Le rejet de l’hypothèse nulle indique que la moyenne des données est stationnaire ou stationnaire de tendance, selon le modèle du test.  ***Statistique de test***  La statistique de test pour l’ADF se présente sous la forme suivante :    où   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | |  | l’estimation du coefficient le moins carré de l'  coefficient | |  | l’erreur-type de l’estimation des moindres carrés de l'  coefficient du modèle de régression |   ***Valeurs approximatives de MacKinnon***  Dans l’hypothèse nulle, la distribution asymptotique de la statistique de test ne suit pas une loi standard. Fuller (1976)[1](https://support.minitab.com/fr-fr/minitab/21/help-and-how-to/statistical-modeling/time-series/how-to/augmented-dickey-fuller-test/methods-and-formulas/methods-and-formulas/" \l "fntarg_1) provides a table with common percentiles of the asymptotic distribution. MacKinnon (1994[2](https://support.minitab.com/fr-fr/minitab/21/help-and-how-to/statistical-modeling/time-series/how-to/augmented-dickey-fuller-test/methods-and-formulas/methods-and-formulas/" \l "fntarg_2), 2010[3](https://support.minitab.com/fr-fr/minitab/21/help-and-how-to/statistical-modeling/time-series/how-to/augmented-dickey-fuller-test/methods-and-formulas/methods-and-formulas/" \l "fntarg_3)) applique des approximations de surface de réponse aux données simulées afin de fournir une valeur p approximative pour toute valeur de la statistique de test ADF.  Si les spécifications de l’analyse utilisent 0,01, 0,05 ou 0,1 comme niveau de signification, l’évaluation de l’hypothèse nulle compare la statistique de test à la valeur critique pour ce niveau de signification. Si la statistique de test est inférieure ou égale à la valeur critique, rejetez l’hypothèse nulle.  Si les spécifications de l’analyse donnent un niveau de signification différent, alors l’évaluation de l’hypothèse nulle compare la valeur approximative de p au niveau de signification. Si la valeur de p est inférieure au niveau de signification, rejetez l’hypothèse nulle.  ***Valeurs critiques pour les niveaux de signification 0,01, 0,05 et 0,1***  Mackinnon (2010) fournit la formule générale suivante pour le calcul de la valeur critique pour trois niveaux de signification : 0,01, 0,05 et 0,1 :    où n est le nombre d’observations que l’analyse utilise pour s’adapter au modèle de régression. Les valeurs pour  et  proviennent des tables de MacKinnon (2010). Si la statistique de test est inférieure ou égale à la valeur critique, rejetez l’hypothèse nulle.  ***Valeurs approximatives***  Le calcul de la valeur approximative de p provient de Mackinnon (1994). Comparez la valeur de p au niveau de signification pour prendre une décision. Si la valeur de p est inférieure ou égale au niveau de signification, rejetez l’hypothèse nulle.  ***Détermination de l’ordre de décalage***  La conduction d’un ADF nécessite la spécification de l’ordre de décalage pour le modèle de régression. Les spécifications de l’analyse fournissent les ordres de décalage à évaluer. L’ordre maximal par défaut d’évaluation se présente sous la forme suivante :    Le choix de l’ordre de décalage dépend du critère dans les spécifications de l’analyse. Si les spécifications de l’analyse n’incluent pas de critère, alors le modèle de régression pour le test est l’ordre maximal de p.  Dans les calculs pour déterminer l’ordre de décalage, le nombre d’observations dépend de l’ordre de décalage maximal tel que m = n – p – 1.  où   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | | n | nombre total d'observations | | p | l’ordre de décalage maximal des termes différents qui se trouvent dans le modèle |   Le calcul de chaque critère suit :  ***Critère d'information d'Akaike (AIC)***  L’analyse évalue un modèle de régression pour chaque ordre de décalage dans les spécifications de l’analyse. L’ordre de décalage pour le test est le modèle de régression avec la valeur minimale de l’AIC.    où   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | | m | le nombre d’observations qui dépend de l’ordre de décalage maximal | | k | le nombre de coefficients dans le modèle, y compris la constante si le modèle de régression a une constante non nulle | | RSS | la somme résiduelle des carrés du modèle de régression |   ***Critère d’information Bayésien (BIC)***  L’analyse évalue un modèle de régression pour chaque ordre de décalage dans les spécifications de l’analyse. L’ordre de décalage pour le test est le modèle de régression avec la valeur minimale de l’BIC.    où   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | | m | le nombre d’observations qui dépend de l’ordre de décalage maximal | | k | le nombre de coefficients dans le modèle, y compris la constante si le modèle de régression a une constante non nulle | | RSS | la somme résiduelle des carrés du modèle de régression |   ***Statistique t***  Lorsque le critère est la statistique t, l’analyse commence par le modèle de régression avec l’ordre de décalage maximal pour l’analyse. L’analyse commence par le modèle de régression où l’ordre de décalage est p et réduit l’ordre séquentiellement. L’ordre de décalage pour le test est le premier modèle de régression où le terme de décalage d’ordre le plus élevé est significatif au niveau de 0,05. La statistique t se présente sous la forme suivante :    où i = 1, ..., p   |  |  | | --- | --- | | **Terme** | **Description** | |  | l’estimation des moindres carrés de l'  coefficient dans le modèle de régression | |  | l’erreur-type de l’estimation des moindres carrés de l'  coefficient dans le modèle de régression | |

Ainsi, ce test de stationnarité de Dickey Fuller appliqué aux séries révèle que toutes les séries (variables endogènes et exogènes) de chacun ne sont pas stationnaires en niveau.

***4ième étape :***

Nous différence une première fois les variables pour reprendre le test de stationnarité.

Ainsi, Ces séries sont stationnaires en différence première I(1)[[6]](#footnote-6).

***5ième étape :***

Nous estimons maintenant le modèle par MCO car la non stationnarité des résidus du modèle de long terme estimé rejette le choix d’un MCE.

Les résultats d’estimation du modèle (1) de long terme se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnConsPrivÃ©\_M |
|  |  |
| lnRevenu\_M | 1.022\*\*\* |
|  | (0.0558) |
| lnPrixCons\_P | -4.361\*\* |
|  | (1.779) |
| Constant | 1.331\*\* |
|  | (0.369) |
| Observations | 23 |
| R-squared | 0.911 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.369)

(1.779)

(0.0558)

La probabilité attachée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la consommation privée est expliquée à 91,1% (R2 = 0.911) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

Par ailleurs, le coefficient de la variable revenu du ménage est statistiquement différent de 0 au seuil de 1%. Ainsi, toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% du revenu du ménage entraine une augmentation de 1.022% de la consommation Privée. Mais par contre, une augmentation du prix relatif à la consommation de même magnitude (statistiquement significatif au seuil de 5%) engendre une diminution de la consommation privée de 4.361%.

#### a.2. L’investissement privé

Le schéma théorique du comportement d’investissement demeure le principe d’accélérateur d’Albert Aftalion. Comme on se place dans une hypothèse de fonction de production à facteurs complémentaires à court-terme et substituables à long terme, on suppose que la fonction d’investissement dépend de la production qui représente la contrainte de débouchés, du taux d’utilisation des capacités de production et des coûts relatifs de facteurs.

En effet, sous l’hypothèse de complémentarité des facteurs de production à court terme, toute réduction de l’emploi correspond naturellement à une baisse des taux d’utilisation des capacités de production. Pour accroître leur capacité de production, les entreprises peuvent soit augmenter la durée d’utilisation des équipements en ayant recours à des heures supplémentaires ou, à plus long terme à du travail en équipes sur les équipements installés, soit réaliser des investissements supplémentaires pour accroître leur capital devenu obsolète. Ainsi toute baisse des taux d’utilisation des capacités se traduira par un ralentissement des besoins en investissement des entreprises.

L'[investissement](https://ses.webclass.fr/notions/investissement/) est au cœur de la croissance. La FBCF, qui est un indicateur permettant de mesurer, au moins approximativement, l'investissement, est évidemment très souvent utilisée par les économistes pour évaluer la bonne santé d'une économie : un fort taux d'investissement (qui prend en compte à son numérateur la FBCF) est souvent recherché, de même une FBCF qui s'accroît rapidement laisse penser que la croissance va être rapide. Il faudrait donc que cet indicateur soit de bonne qualité et mesure correctement l'effort d'investissement d'un pays. Ce n'est pas vraiment le cas : du fait de la progression rapide des investissements immatériels, très mal pris en compte par la FBCF, l'investissement réel est sous-estimé si l'on utilise seulement la FBCF et le taux d'investissement qu'elle permet de calculer. Il faut donc toujours essayer d'ajouter à la FBCF, d'autres indicateurs de l'[investissement immatériel](https://ses.webclass.fr/notions/investissement-immateriel/). Ici, nous prenons comme indicateur de mesure des investissements privés, la Formation Brutes de Capital Fixe (FBCF) dont le modèle est spécifié comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(2)** |

Où :

 :Formation Brute de Capital Fixe (Investissement productif ou Investissement privé)

 : le revenu disponible brute des ménages

 : Taux d’Utilisation des Capacités de production étant égal au ratio entre les capacités de production effectivement mobilisées pour la production et l'ensemble des capacités de production potentiellement disponibles à une date donnée.

TSALH : Taux de salaire horaire

 : Coût d’usage du capital

 : Coût relatif des facteurs de production (coefficient de capital optimal)

 : une variable représentant le temps, qui vaut 1 à la première et s'incrémente de 1 chaque année suivante

Nous avons les résultats suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnFBCF\_PrivÃ©e | dlnFBCF\_PrivÃ©e |
|  |  |  |
| TEMPS | 0.150\*\*\* | 0.00409 |
|  | (0.0248) | (0.00293) |
| dlnRevenu\_M |  | -0.116 |
|  |  | (0.288) |
| dlnTUC |  | 2.599\*\* |
|  |  | (0.920) |
| dlnTSALH\_PINV |  | 0.000904 |
|  |  | (0.0610) |
| res2 |  | -0.664\*\* |
|  |  | (0.284) |
| lnRevenu\_M | 1.177\*\*\* |  |
|  | (0.194) |  |
| lnTUC | -0.483 |  |
|  | (1.341) |  |
| lnTSALH\_PINV | -0.00703 |  |
|  | (0.132) |  |
| Constant | 12.69\*\*\* | 0.0828 |
|  | (1.659) | (0.0617) |
| Observations | 22 | 20 |
| R-squared | 0.967 | 0.578 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.132)

(1.341)

(1.659)

(0.0248)

(0.194)

Dans le modèle de court terme (équation 2), on s’intéresse exclusivement à la force de rappel à l’équilibre ou le coefficient de correction d’erreur. Ici ce coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.664) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur.

Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la FBCF privée est expliquée à 96,7% (R2 = 0.967) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la formation brute de capitale fixe et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.664 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la FBCF est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc. Ainsi, un choc constaté au cours d’une année sur la FBCF au Bénin est entièrement résorbé au bout de 0.748 années soit 8 mois environ.

L’estimation de la fonction d’investissement privé confirme que l’économie béninoise est en proie à de sérieuses contraintes d’offre liées à l’utilisation insuffisante des capacités de production et à l’obsolescence de celles qui existent. En effet, l’élasticité du taux d’utilisation des capacités est de -0.483 à long terme ; ce qui signifie que l’excès de capacité décourage tout investissement à long terme. Car une hausse du taux d’utilisation des capacités de production de 1% induit un report (une baisse) de l’investissement privé de 0.483% à long terme, en dépit de la forte sensibilité de l’investissement à la croissance de la demande dont l’élasticité est de 1.177%, traduisant une pression constante de la demande sur l’investissement. La sensibilité des investissements privés aux coûts relatifs des facteurs est aussi négatif à long terme. Car une hausse des coûts relatifs de facteurs de 1% est de nature à réduire l’investissement de -0.00703% à long terme.

De ce qui précède, on déduit que la problématique de la croissance des investissements productifs pour accélérer la croissance économique pour la transformation structurelle de l’économie, est indubitablement liée à la contrainte de la demande et à celle des taux d’utilisation des capacités productives qui traduisent des déséquilibres structurels de l’économie handicapant ainsi sa diversification productive.

#### a.3. Les exportations cotonnières

Au Bénin, la campagne cotonnière 2018/2019 a atteint 678 000 tonnes de coton graines en inscrivant le Bénin dans l’histoire de la filière. Il passe ainsi devant le Mali, la Côte d’ivoire, le Burkina, le Sénégal, le Togo et s’octroie la 1ère place dans le classement des meilleurs producteurs du Coton en Afrique. Il s’agit là d’une position méritée au regard des efforts fournis par les acteurs de la filière coton au Bénin. Ces chiffres illustrent le succès des réformes engagées dans le secteur, des mesures d’assainissement prises aux fins de la relance de la filière de même que la formation des producteurs sur les technologies d’amélioration de la fertilité des sols. Cette production correspond à près de 180 milliards CFA répartis entre les différents acteurs de la filière et contribue en moyenne pour 6% du PIB global et réalise entre 14% et 24% du PIB du secteur agricole, rapporte à l’Etat 12,8 milliards de francs CFA et représente 40% des entrées de devises. Il constitue la première culture d’exportation et génère plus de 40% des emplois en milieu rural et fait vivre plus de 50% de la population (Barday, 2022). Sa contribution à la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté résulte du fait que les revenus issus de cette activité sont utilisés par les producteurs pour le financement de la scolarisation des enfants, les soins de santé et l’alimentation de la famille, la construction de centre de loisirs et de santé. Source :

<https://www.google.com/url?q=https://www.wto.org/english/tratop_e/agric_e/01_benin.pdf&usg=AOvVaw3IrjAAahd2oWaCaR_VIUZT>

Les exportations cotonnières dépendent positivement de la part de marché à l’exportation du Bénin, de la compétitivité – prix et des taux d’utilisation des capacités de production. La spécification économétrique présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(3)** |

Où :

 : Exportation du Coton

 : Part de marché du coton à l’exportation (demande étrangère du coton adressée au Bénin)

 : Compétitivité prix du produit exporté

: Prix à l’exportation

: Taux de change national

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnX\_Cot |
| TEMPS | -0.0485 |
|  | (0.0600) |
| lnQ\_X | 0.409\*\* |
|  | (0.397) |
| lnTUC | -4.967\*\*\* |
|  | (1.564) |
| lnCOMPET | -1.034\* |
|  | (0.583) |
| Constant | 3.172 |
|  | (4.299) |
| Observations | 20 |
| R-squared | 0.824 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.583)

(1.564)

(0.397)

(0.06)

(4.299)

Les résultats d’estimation montrent que les exportations cotonnières sont très sensibles à long terme à la demande mondiale, aux taux d’utilisation des capacités de production et à la compétitivité-prix des exportations. Une croissance de 1% des parts de marché à l’exportation du Bénin induit une hausse des volumes exportés de coton de 0.409%. Par contre un accroissement des taux d’utilisation des capacités de production cotonnière de même magnitude, réduit les exportations de 4.967% ; cette réduction est de 1.034% pour la compétitivité-prix des exportations. Si les élasticités sont fortes et significatives, celle relative au taux d’utilisation des capacités justifient l’incidence significative de ce facteur dans la compréhension de l’évolution des exportations. Ce facteur traduit un effet de report de marché de la demande vers les concurrents immédiats du Bénin du fait de son rationnement causé par l’insuffisance de l’offre cotonnière.

Au regard des résultats présentés ci-dessus, on conclut que la croissance des exportations cotonnières repose sur deux types de facteurs qui jouent un rôle prépondérant : la croissance des exportations mondiales en particulier celle des parts de marché à l’exportation du Bénin, le volume d’activité des industries cotonnières, notamment les contraintes de capacité et surtout l’insuffisance de l’offre, et la compétitivité. Outre les facteurs liés à l’environnement international qui ont une influence significative sur les échanges mondiaux, la croissance des parts de marché du Bénin dépend en partie de facteurs internes dont notamment la productivité (les rendements à l’hectare), la profitabilité de la filière que pourrait illustrer l’évolution des taux de marge à l’exportation ou celle des coûts unitaires de production. L’amélioration des rendements à l’hectare doit être l’objectif fondamental de l’organisation de la filière dans la perspective d’un accroissement de la production pour résorber l’excès de capacité d’égrenage.

*Il convient de remarquer cependant que le Bénin occupe une position favorable sur le marché mondial. En effet, l’élasticité de la compétitivité-prix de long terme des exportations est supérieure à l’unité ; elle indique que les exportations augmentent plus vite que la demande étrangère, ce qui signifie que le pays gagne des parts de marché à l’exportation.*

#### a.4. La réexportation vers le Nigéria

La réexportation provient de l’existence d’une demande solvable provenant du Nigeria. Cette demande très spécifique porte sur un portefeuille de produits clés parmi lesquels figurent ceux qui sont considérés dans cette étude à savoir : la viande et les abats comestibles, les poissons congelés, le lait, les huiles végétales, le sucre, la tomate, les boissons, les cigarettes, les articles d’emballage, les pneumatiques, les tissus, les articles en fer ou en acier de BTP, les véhicules.

La réexportation trouve son fondement dans le choix pour l’opérateur économique de deux modes d’importation concurrents. Il s’agit d’importations directes par le port de Lagos et d’importations indirectes via le port de Cotonou au Bénin (transit et réexportation).

Plusieurs facteurs ont été à l’origine de la structuration de cette demande. Il s’agit notamment (i) des disparités tarifaires, de change, de système monétaire, (ii) de différence de politiques commerciales et économiques, (iii) d’existence des coûts de transaction liés à des barrières non tarifaires importants entre le Bénin et le Nigeria, (iv) de la qualité peu satisfaisante des services logistiques et de l’insécurité au port de Lagos, (v) de la prohibition à l’importation de produits par le Nigeria, (vi) de l’existence d’une continuité historique, linguistique et culturelle de peuplement de l’aire culturelle Yoruba et de puissants réseaux de la diaspora IBO.

#### a.5. Estimation des importations (offre étrangère)

Le modèle de base se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(5)** |

Où :

M : importation (les offres étrangères)

 : Compétitivité prix du produit importé

 : Demande Intérieure (Demande agrégée) ; elle est égale à la somme de la consommation finale, de l'investissement et des dépenses de formation de stock du secteur privé et des administrations publiques en termes réels

 : Prix à l’importation

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnM |
| TEMPS | -0.279 |
|  | (0.158) |
| lnDI | 3.280 |
|  | (3.242) |
| lnTUC | 7.043\*\*\* |
|  | (2.131) |
| lnCOMPIT | -1.272\* |
|  | (0.670) |
| Constant | 34.51 |
|  | (25.33) |
| Observations | 18 |
| R-squared | 0.814 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(03.242)

(0.158)

(2.131)

(0.67)

(25.33)

### Estimation du bloc offre

#### b.1. Offre et demande de facteurs de production

Les coefficients techniques (travail et capital) permettent de déterminer les productivités des facteurs et la productivité globale ainsi que les niveaux optimaux et effectifs de facteurs requis pour la production.

##### b.1.1. La Technologie

Conformément à la spécification retenue dans la section précédente, la technologie est décrite par les productivités techniques K et L qui résultent de la minimisation des coûts sous la contrainte de la fonction *Leontief-Cobb-Douglas*. Etant donné les contraintes de débouchés qui caractérisent les secteurs productifs de l’économie, l’estimation de la fonction de production a porté sur l’estimation de la capacité de production (production potentielle) qui permet de déterminer le taux d’utilisation des capacités de production. L’estimation des paramètres techniques travail (L) et capital (K) est présentée ci-dessous.

###### La productivité horaire du travail

Soit le modèle spécifié suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(6)** |

Où

 : Productivité du travail

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnL |
| TEMPS | 0.0963\*\*\* |
|  | (0.0103) |
| lnTSALH\_PINV | 0.135 |
|  | (0.162) |
| Constant | 4.152\*\*\* |
|  | (0.110) |
| Observations | 22 |
| R-squared | 0.956 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.162)

(0.0103)

(0.11)

La probabilité attachée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la productivité du travail est expliquée à 95,6% (R2 = 0.956) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Par ailleurs, toute augmentation de 1% des coûts relatifs entraine une augmentation de 0.135% de la productivité du travail.

###### La productivité du capital

L’estimation de cette équation donne les résultats ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(7)** |

Où

 : Productivité du capital

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnK |
| TEMPS | 0.0768\*\*\* |
|  | (0.0120) |
| lnTSALH\_PINV | -0.191 |
|  | (0.135) |
| Constant | 5.867\*\*\* |
|  | (0.147) |
| Observations | 22 |
| R-squared | 0.949 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.0135)

(0.012)

(0.147)

La probabilité attachée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la productivité du capital est expliquée à 94,9% (R2 = 0.949) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Par ailleurs, toute augmentation de 1% des coûts relatifs des facteurs de production entraine une baisse de 0.191% de la productivité du capital.

##### b.1.2. La capacité de production

L’estimation de l’équation de la capacité de production fournit des résultats très intéressants au regard de l’importance des paramètres pour comprendre l’importance des déséquilibres structurels de l’économie béninoise et appréhender l’évolution conjoncturelle au Bénin. La capacité de production est le niveau de production qui maximise le profit ou qui minimise les coûts. D’un point de vue macroéconomique, c’est la capacité compatible avec une croissance régulière non inflationniste de l’économie à long terme.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(8)** |

Où

 : Production potentielle

 : stock de capital

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnYP |
| lnK | 0.487\*\*\* |
|  | (0.0186) |
| lnKAF | 0.0141 |
|  | (0.0236) |
| Constant | 5.257\*\*\* |
|  | (0.190) |
| Observations | 19 |
| R-squared | 0.977 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.0236)

(0.0186)

(0.19)

Les résultats d’estimation de la production potentielle montrent que son évolution au Bénin est déterminée par la productivité du capital et celle du stock de capital. Ainsi une croissance de 1% de la productivité du capital accroit la production potentielle 0.487% contre 0.0141% pour le stock de capital. Elle montre également qu’une des principales contraintes liantes de l’économie béninoise est moins l’accroissement de l’investissement en volume mais la productivité du capital et surtout la faible utilisation des capacités de production disponibles. En effet, la capacité de production permet de calculer les taux d’utilisation des capacités en rapportant la production effective (le PIB effectif) à la production potentielle.

Les taux d’utilisation des capacités de production définis comme l’écart entre la production effective et la production potentielle constituent un bon indicateur conjoncturel de déséquilibre entre l’offre et la demande sur le marché des biens. Ils jouent un rôle essentiel dans l’analyse du comportement d’investissement des entreprises, de l’évolution de la productivité des facteurs de production, du comportement de stockage, de l’évolution de l’inflation ou de celle du commerce extérieur (importation et exportation).

Ainsi lorsque la croissance de la demande est plus forte et que le développement de l’activité devient nettement plus rapide, les taux d’utilisation s’élèvent progressivement et des tensions peuvent apparaître, ne serait – ce parce que l’adaptation de l’offre potentielle à cette demande plus vive réclame certains délais. Le degré d’adaptation de l’offre dépend de l’appréciation des entreprises sur la durabilité et l’ampleur de l’expansion de la demande. Lorsque la demande vient ainsi buter sur les capacités de production installées, les possibilités de croissance ultérieure de l’activité se trouvent limitées. Cette situation est susceptible de faire naître des pressions inflationnistes et d’engendrer le recours accru aux importations, Bourlange, D. et Chaney, E. (1990).

Par ailleurs, l’ampleur de capacités de production sous-utilisées dans l’économie traduit l’existence effective de pouvoir de marché détenu par les agents économiques dans leur comportement aussi bien de fixation des prix, de contrôle du fonctionnement des marchés mais également la présence d’externalités liées aux imperfections de ces marchés[[7]](#footnote-7), justifiant ainsi toutes choses étant égales par ailleurs l’effectivité de forces de marché non compétitives et de comportements stratégiques des agents.

#### b.2. Offre et désagrégation sectorielle

L’analyse de la structure de l’offre[[8]](#footnote-8) met en relief deux pôles de relance économique : un pôle de relance par l’offre et un pôle de relance par la demande. Le pôle de relance par la demande est structuré autour des activités des branches comme l’agriculture, les industries agroalimentaires, et les industries de matériaux de construction. Le pôle de relance par l’offre concerne les industries non agroalimentaires (industries chimiques et extractives non inclues), les industries d’Energie, Eau et Electricité, et le tertiaire marchand.

Un groupe de secteurs clés, identifiés comme leviers de l’accélération de la croissance inclusive et de la transformation de l’économie à partir de l’étude de l’INSAE-PNUD (2015) et de plusieurs critères de sélection que sont :

* Effet d’entrainement du secteur à la suite d’un choc de demande;
* Effet d’intégration du secteur en amont de la production;
* Effet d’intégration du secteur en aval de la production;
* Effet multiplicateur du revenu des manges;
* Elasticité de la croissance de la valeur ajoutée du secteur par rapport à l’inégalité et à la pauvreté.

Ainsi, contrairement à l’ancienne désagrégation du MAPES qui retient cinq produits, la désagrégation proposée retient sept branches que sont :

* *l’agro-industrie,*
* *l’agriculture vivrière,*
* *l’hôtellerie et Restauration,*
* *les transports,*
* *les TIC et communication,*
* *le commerce,*
* *les autres secteurs.*

Le modèle retient une hypothèse *d’anticipation de la demande par les secteurs de l’économie*. Ainsi, en considérant les niveaux de prix de production au niveau sectoriel comme données, et le déflateur du PIB, les secteurs anticipent une évolution de la demande à laquelle ils font face sur les marchés. Cette demande perçue est déterminée en maximisant le profit:

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(9)** |

Où : sont respectivement la demande perçue du secteur i et Y la demande agrégée,, le profit, P, le déflateur du PIB, , le prix de production du secteur i, l’élasticité de substitution (Dixit-Stiglitz, 1977), , la part de la demande du secteur dans la demande agrégée.

##### b.2.1. Secteur primaire

Le modèle estimé se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(10)** |

Où :

 : la valeur ajoutée issue du secteur primaire

 : Prix de production du secteur primaire

P : le déflateur du PIB

 : Composition sectorielle de la demande

Les résultats d’estimation se présente dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SectPrim | dlnVa\_SectPrim |
|  |  |  |
| TEMPS | 0.0239\*\*\* | -0.000909 |
|  | (0.00703) | (0.000723) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.496 |
|  |  | (0.399) |
| dlnCSD\_SectPrim |  | 0.619\*\*\* |
|  |  | (0.0932) |
| dlnDI |  | 0.0648 |
|  |  | (0.151) |
| res3 |  | -0.903\*\*\* |
|  |  | (0.207) |
| lnPrixCons\_P | 0.342 |  |
|  | (0.304) |  |
| lnCSD\_SectPrim | 0.395\*\*\* |  |
|  | (0.131) |  |
| lnDI | 0.151 |  |
|  | (0.224) |  |
| Constant | 2.699\*\* | 0.0320\*\*\* |
|  | (1.244) | (0.00957) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.996 | 0.727 |

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(1.244)

(0.224)

(0.131)

(0.304)

(0.00703)

Dans le modèle de court terme (équation 2), on s’intéresse exclusivement à la force de rappel à l’équilibre ou le coefficient de correction d’erreur. Ici ce coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.903) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur.

Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur primaire est expliquée à 72,70% (R2 = 0.7270) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur primaire et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.903 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc. Ainsi, un choc constaté au cours d’une année sur la valeur ajoutée brute au Bénin est entièrement résorbé au bout de 0.903 années soit 11 mois environ. De même, il convient de noter qu’elle a une sensibilité de 0.395% suite à une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande au seuil de 5%.

##### b.2.2. Agriculture

Nous proposons le modèle suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(11)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue du secteur agricole

 : Prix de production agricole

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_Agri | dlnVa\_Agri |
|  |  |  |
| TEMPS | 0.0209\* | -0.00105 |
|  | (0.0118) | (0.000896) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.474 |
|  |  | (0.518) |
| dlnCSD\_Agri |  | 0.665\*\*\* |
|  |  | (0.101) |
| dlnDI |  | 0.132 |
|  |  | (0.198) |
| res4 |  | -0.866\*\*\* |
|  |  | (0.227) |
| lnPrixCons\_P | 0.215 |  |
|  | (0.397) |  |
| lnCSD\_Agri | 0.465\*\* |  |
|  | (0.164) |  |
| lnDI | 0.214 |  |
|  | (0.362) |  |
| Constant | 1.467 | 0.0314\*\* |
|  | (2.105) | (0.0122) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.995 | 0.735 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(2.105)

(0.362)

(0.164)

(0.397)

(0.0118)

La force de rappel est négatif et significatif (res4 = -0.866, équation 2). Ainsi le modèle à correction d’erreur est justifié. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur. Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur agricole est expliquée à 99,5% (R2 = 0.995) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur agricole et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.866 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

De plus, on constate que la valeur ajoutée du secteur agricole à une faible sensibilité mais significatif au seuil de 5% (0.465) des suites d’une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande. Le prix relatif de la demande engendre une augmentation de 0.215% de la valeurs ajoutée agricole s’il varie de 1%. Aussi, une variation de 1% de la demande agrégée provoque une variation positive de la valeur ajoutée de 0.214%.

##### b.2.3. Elevage et chasse

Nous avons :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(12)** |

Où :

 : la valeur ajoutée issue de l’élevage et la pêche

 : Prix de production dans le domaine de l’élevage et de la pêche

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (3) |
| VARIABLES | lnVa\_EC | dlnVa\_EC |
| TEMPS | 0.0465\*\*\* | -0.000448 |
|  | (0.00822) | (0.000831) |
| lnPrixCons\_P | 1.865\*\*\* |  |
|  | (0.346) |  |
| lnCSD\_EC | 0.00156 |  |
|  | (0.0780) |  |
| lnDI | -0.147 |  |
|  | (0.212) |  |
| res5 |  | -0.781\*\*\* |
|  |  | (0.215) |
| dlnPrixCons\_P |  | 1.739\*\*\* |
|  |  | (0.374) |
| dlnCSD\_EC |  | 0.0209 |
|  |  | (0.0522) |
| dlnDI |  | -0.214 |
|  |  | (0.188) |
| Constant | 6.023\*\*\* | 0.0564\*\*\* |
|  | (1.369) | (0.0136) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.994 | 0.618 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(1.369)

(0.00822)

(0.346)

(0.078)

(0.212)

Le modèle est bien justifié puis que la force de rappel vers l’équilibre de long terme est significative et négative (res5 = -0.781). Dans l’équation 1 (modèle de long terme), la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du domaine de l’élevage et la chasse est expliquée à 99.4% (R2 = 0.994) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

A long terme, les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur du domaine de l’élevage et la chasse et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.781 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Le prix relatif de la demande est significatif au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de ce prix entraine une augmentation de 1.865% de la valeur ajoutée issue de l’élevage et de la chasse. Elle est faiblement sensible (0.00156%) à une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande. Mais par contre une variation de même magnitude de la demande agrégée entre un report (une baisse) de la valeur ajoutée de 0.147.

##### b.2.4. Pêche, sylviculture et exploitation forestière

Nous proposons :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(13)** |

Avec :

 : la valeur ajoutée issue de la pêche, sylviculture et l’exploitation forestière

 : Prix de production au niveau de la pêche, sylviculture et l’exploitation forestière

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_PSyE | dlnVa\_PSyE |
| TEMPS | 0.0431\*\*\* | -0.000748 |
|  | (0.00940) | (0.000836) |
| dlnPrixCons\_P |  | -0.603 |
|  |  | (0.545) |
| dlnCSD\_PSyE |  | -0.256\*\*\* |
|  |  | (0.0763) |
| dlnDI |  | 0.0579 |
|  |  | (0.153) |
| res6 |  | -0.570\*\*\* |
|  |  | (0.185) |
| lnPrixCons\_P | -0.216 |  |
|  | (0.347) |  |
| lnCSD\_PSyE | -0.354\*\*\* |  |
|  | (0.0753) |  |
| lnDI | -0.0666 |  |
|  | (0.238) |  |
| Constant | 7.380\*\*\* | 0.0468\*\*\* |
|  | (1.604) | (0.0118) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.988 | 0.574 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(1.604)

(1.0094)

(0.347)

(0.0753)

(0.238)

Le mécanisme de correction d’erreur est aussi justifié pour ce modèle car la force de rappel est négatif et statistiquement significative à 1%. La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1% (équation 1). Ceci justifie la significativité globale du modèle de long terme. Également, la variation de la valeur ajoutée du secteur de la pêche, sylviculture et exploitation forestière est expliquée à 98,8% (R2 = 0.988) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur de la pêche, sylviculture et exploitation forestière et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.57 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Le prix relatif de la demande (-0.216), la composition sectorielle de la demande (-0.354) et la demande agrégée (-0.0666) ont tous une sensibilité négative sur la valeur ajoutée issue de la pêche, sylviculture et exploitation forestière. Ainsi, toute variation de 1% des facteurs (prix relatif de la demande, composition sectorielle de la demande et demande agrégée) baisse la valeur ajoutée respectivement de (0.216), (0.354) et (0.0666).

##### b.2.5. Secteur secondaire

Soit le modèle de base suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(14)** |

Avec :

 : la valeur ajoutée issue du secteur secondaire

 : Prix de production du secteur secondaire

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SectSec | dlnVa\_SectSec |
| TEMPS | 0.0141 | -0.00154 |
|  | (0.0307) | (0.00148) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.771 |
|  |  | (0.653) |
| dlnCSD\_SectSec |  | 0.828\*\*\* |
|  |  | (0.220) |
| dlnDI |  | -0.0322 |
|  |  | (0.393) |
| res7 |  | -0.719\*\*\* |
|  |  | (0.162) |
| lnPrixCons\_P | 0.222 |  |
|  | (0.595) |  |
| lnCSD\_SectSec | 0.877\*\*\* |  |
|  | (0.227) |  |
| lnDI | -0.133 |  |
|  | (0.793) |  |
| Constant | 1.411 | 0.0342 |
|  | (4.925) | (0.0230) |
|  |  |  |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.962 | 0.638 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(4.925)

(0.0307)

(0.595)

(0.227)

(0.793)

Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur secondaire est expliquée à 96,2% (R2 = 0.962) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.719) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur primaire et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.719 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.877% de la valeur ajoutée du secteur secondaire. Une variation de même magnitude du prix relatif entraine une augmentation de 0.222% de la valeur ajoutée. Mais par contre la demande agrégée entraine un report de la valeur ajoutée de 0.133.

##### b.2.6. Agro-industrie

Le modèle de base est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(15)** |

Où :

 : la valeur ajoutée issue de l’agro-industrie

 : Prix de production dans le domaine de l’agro-industrie

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_AgroIndus | dlnVa\_AgroIndus |
| TEMPS | 0.0121 | -0.00166 |
|  | (0.0492) | (0.00175) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.940 |
|  |  | (0.901) |
| dlnCSD\_AgroIndus |  | 0.650\* |
|  |  | (0.331) |
| dlnDI |  | -0.196 |
|  |  | (0.553) |
| res8 |  | -0.561\*\* |
|  |  | (0.220) |
| lnPrixCons\_P | -0.123 |  |
|  | (0.969) |  |
| lnCSD\_AgroIndus | 0.908\*\*\* |  |
|  | (0.301) |  |
| lnDI | -0.288 |  |
|  | (1.184) |  |
| Constant | 2.150 | 0.0394 |
|  | (7.770) | (0.0313) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.742 | 0.397 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.301)

(0.969)

(0.0492)

(7.77)

(1.184)

Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur agro-industriel est expliquée à 74,2% (R2 = 0.742) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.561) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%.

A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur primaire et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.561 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.908% de la valeur ajoutée du secteur agro-industriel. Mais une variation de même magnitude du prix relatif et de la demande agrégée entraine un report respectif de (0.123%) et (0.288%).

##### b.2.7. Industrie extractive

Soit le modèle d’estimation suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(16)** |

Avec :

 : la valeur ajoutée issue des industries extractives

 : Prix de production dans le domaine des industries extractives

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_IndusEx | dlnVa\_IndusEx |
| TEMPS | 0.0371 | 0.00127 |
|  | (0.0292) | (0.00247) |
| dlnPrixCons\_P |  | 3.212 |
|  |  | (2.431) |
| dlnCSD\_IndusEx |  | 0.251 |
|  |  | (0.236) |
| dlnDI |  | -1.169 |
|  |  | (1.423) |
| res9 |  | -0.604\*\* |
|  |  | (0.411) |
| lnPrixCons\_P | 4.010\*\*\* |  |
|  | (0.999) |  |
| lnCSD\_IndusEx | 0.584\*\* |  |
|  | (0.212) |  |
| lnDI | -0.718 |  |
|  | (0.703) |  |
| Constant | 5.298 | 0.0547 |
|  | (4.791) | (0.0654) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.729 | 0.276 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(4.791)

(0.703)

(2.212)

(0.999)

(0.0292)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur des industries extractives est expliquée à 72,9% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.604) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur primaire et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.604 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 5% et le prix relatif l’est au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.908% de la valeur ajoutée du secteur des industries extractives et celle du prix relatif engendre une augmentation de 4.010% de cette valeur ajoutée. Mais une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine un report de (0.718%).

##### b.2.8. Autres Industries manufacturières

On a :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(17)** |

 : la valeur ajoutée issue d’autres industries manufacturières

 : Prix à la production des autres industries manufacturières

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_AutrIndus | dlnVa\_AutrIndus |
|  |  |  |
| TEMPS | -0.0210 | -0.000696 |
|  | (0.0286) | (0.00219) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.477 |
|  |  | (0.883) |
| dlnCSD\_AutrIndus |  | 0.229 |
|  |  | (0.226) |
| dlnDI |  | 0.207 |
|  |  | (0.384) |
| res10 |  | -0.971\*\*\* |
|  |  | (0.210) |
| lnPrixCons\_P | -0.194 |  |
|  | (0.878) |  |
| lnCSD\_AutrIndus | 0.227 |  |
|  | (0.214) |  |
| lnDI | 1.041 |  |
|  | (0.718) |  |
| Constant | -4.916 | 0.0307 |
|  | (4.780) | (0.0221) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.941 | 0.583 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.718)

(0.0214)

(0.878)

(0.0286)

(4.78)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée des autres industries manufacturières est expliquée à 94,1% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.971) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%. A long terme, les déséquilibres entre la valeur ajoutée des autres industries manufacturières et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.971 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

De même, on remarque que suite à une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande, la valeur ajoutée connait une augmentation de 0.227% et de 1.041% si la variation est constatée au niveau de la demande agrégée de même magnitude. Mais par contre, une variation de 1% du prix relatif provoque une baisse de 0.194% de la valeur ajoutée des autres industries manufacturières.

##### b.2.9. Electricité et Eau

Soit les modèles d’estimation suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(18)** |

 : la valeur ajoutée issue des industries d’électricité et d’eau

 : Prix du domaine des industries d’électricité et d’eau

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_IndusEE | dlnVa\_IndusEE |
| TEMPS | 0.155 | -0.00678 |
|  | (0.0915) | (0.00595) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.677 |
|  |  | (4.181) |
| dlnCSD\_IndusEE |  | 0.355 |
|  |  | (0.371) |
| dlnDI |  | 0.633 |
|  |  | (1.884) |
| res11 |  | -0.403\*\* |
|  |  | (0.231) |
| lnPrixCons\_P | -1.312 |  |
|  | (3.145) |  |
| lnCSD\_IndusEE | -0.393 |  |
|  | (0.484) |  |
| lnDI | -1.539 |  |
|  | (2.180) |  |
| Constant | 17.63 | 0.122 |
|  | (15.89) | (0.0742) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.856 | 0.287 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(15.89)

(2.18)

(0.484)

(3.145)

(0.0915)

Le mécanisme de correction d’erreur est également justifié pour ce modèle car la force de rappel est négatif et statistiquement significative à 5%. La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1% (équation 1). Ceci justifie la significativité globale du modèle de long terme. Également, la variation de la valeur ajoutée du secteur d’électricité et d’eau est expliquée à 85,6% (R2 = 0.856) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur d’électricité et d’eau et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.403 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Le prix relatif de la demande (-1.312), la composition sectorielle de la demande (-0.393) et la demande agrégée (-1.539) ont tous une sensibilité négative sur la valeur ajoutée issue du secteur d’électricité et d’eau. Ainsi, toute variation de 1% des facteurs (prix relatif de la demande, composition sectorielle de la demande et demande agrégée) créent un report de la valeur ajoutée respectivement de (1.312%), (0.393%) et (1.539).

##### b.2.10. BTP

Le modèle de base est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(19)** |

 : la valeur ajoutée issue du secteur des BTP

 : Prix issus du secteur des BTP

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_BTP | dlnVa\_BTP |
| TEMPS | -0.0270 | -0.000306 |
|  | (0.0373) | (0.00216) |
| dlnPrixCons\_P |  | 1.487 |
|  |  | (1.073) |
| dlnCSD\_BTP |  | 0.132 |
|  |  | (0.170) |
| dlnDI |  | 0.802 |
|  |  | (0.588) |
| res12 |  | -0.828\*\*\* |
|  |  | (0.266) |
| lnPrixCons\_P | 0.411 |  |
|  | (0.740) |  |
| lnCSD\_BTP | 0.118 |  |
|  | (0.237) |  |
| lnDI | 1.771\* |  |
|  | (0.959) |  |
| Constant | -10.36 | 0.0243 |
|  | (6.492) | (0.0362) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.978 | 0.589 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.959)

(0.237)

(0.411)

(0.0373)

(6.492)

La force de rappel est négatif et significatif (res12 = -0.828, équation 2). Ainsi le modèle à correction d’erreur est justifié. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur. Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du domaine des BTP est expliquée à 97,8% (R2 = 0.978) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur agricole et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.828 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

De plus, on constate que la valeur ajoutée du domaine des BTP à une faible sensibilité (0.118%) des suites d’une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande. Le prix relatif de la demande engendre une augmentation de 0.411% de la valeurs ajoutée agricole s’il varie de 1%. Aussi, une variation de 1% de la demande agrégée provoque une variation positive de la valeur ajoutée de 1.771%.

##### b.2.11. Secteur tertiaire

Le modèle considéré se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(20)** |

 : la valeur ajoutée issue du secteur tertiaire

 : Prix de production du secteur tertiaire

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SectTER | dlnVa\_SectTER |
| TEMPS | 0.0413\*\*\* | -0.00123\* |
|  | (0.00885) | (0.000580) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.451 |
|  |  | (0.307) |
| dlnCSD\_SectTER |  | 0.658\*\*\* |
|  |  | (0.139) |
| dlnDI |  | -0.0681 |
|  |  | (0.151) |
| res13 |  | -0.710\*\*\* |
|  |  | (0.148) |
| lnPrixCons\_P | 0.708\* |  |
|  | (0.391) |  |
| lnCSD\_SectTER | 0.749\*\*\* |  |
|  | (0.257) |  |
| lnDI | -0.522\*\* |  |
|  | (0.243) |  |
| Constant | 5.828\*\*\* | 0.0424\*\*\* |
|  | (1.476) | (0.00936) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.996 | 0.832 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.243)

(0.257)

(0.391)

(0.00885)

(1.476)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur tertiaire est expliquée à 99,6% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.710) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur tertiaire et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.710 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 1% et le prix relatif l’est au seuil de 10%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.749% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire et celle du prix relatif engendre une augmentation de 0.708% de cette valeur ajoutée. Mais contre une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine un report de (0.522%).

##### b.2.12. Commerce

Soit le modèle suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(21\_a)** |

 : la valeur ajoutée issue du commerce, de la restauration et de l’hôtellerie

 : Prix de production du domaine du commerce, de la restauration et de l’hôtellerie

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_Com | dlnVa\_Com |
| TEMPS | 0.0388 | -0.00338\*\* |
|  | (0.0314) | (0.00156) |
| dlnPrixCons\_P |  | 1.101 |
|  |  | (0.754) |
| dlnCSD\_Com |  | 0.910\*\*\* |
|  |  | (0.214) |
| dlnDI |  | -0.0702 |
|  |  | (0.520) |
| res14 |  | -0.687\*\*\* |
|  |  | (0.121) |
| lnPrixCons\_P | 0.857 |  |
|  | (0.843) |  |
| lnCSD\_Com | 0.680 |  |
|  | (0.441) |  |
| lnDI | -0.531 |  |
|  | (0.869) |  |
| Constant | 5.871 | 0.0591\*\* |
|  | (4.799) | (0.0243) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.931 | 0.698 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.869)

(0.441)

(0.843)

(0.0314)

(4.799)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du commerce est expliquée à 93,1% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.687) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du commerce et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.687 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme) et toute chose étant égale par ailleurs, une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande 0.680% de la valeur ajoutée du commerce et celle du prix relatif engendre une augmentation de 0.857% de cette valeur ajoutée. Mais par contre une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine un report de (0.531%).

##### b.2.13. Restauration-hôtels

Soit le modèle suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(21\_b)** |

 : la valeur ajoutée issue de la restauration et de l’hôtellerie

 : Prix de production de la restauration et de l’hôtellerie

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnVa\_HR |
| TEMPS | 0.177\*\*\* |
|  | (0.0451) |
| lnPrixCons\_P | 1.637 |
|  | (0.984) |
| lnCSD\_HR | 0.228 |
|  | (0.456) |
| lnDI | -2.732\*\* |
|  | (1.214) |
| Constant | 25.02\*\*\* |
|  | (7.394) |
| Observations | 22 |
| R-squared | 0.966 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(1.214)

(0.456)

(0.984)

(0.0451)

(7.394)

La probabilité attachée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du domaine de l’hôtellerie et restauration est expliquée à 96,6% (R2 = 0.966) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle.

Ainsi, toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% du prix relatif entraine une augmentation de 1.637% de la valeur ajoutée. Aussi, une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande engendre une augmentation de 0.228% de la valeur ajoutée de ce secteur. Mais par contre, une augmentation de 1% de la demande agrégée occasionne un report (2.732%) de la valeur ajoutée.

##### b.2.14. Transport

*Le modèle est le suivant :*

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(22\_a)** |

 : la valeur ajoutée issue du secteur du transport

 : Prix appliquée dans le secteur du transport

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_Transport | dlnVa\_Transport |
| TEMPS | 0.115\*\*\* | -0.00173 |
|  | (0.0208) | (0.00268) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.781 |
|  |  | (1.362) |
| dlnCSD\_Transport |  | 0.672\*\*\* |
|  |  | (0.229) |
| dlnDI |  | -0.481 |
|  |  | (0.641) |
| res16 |  | -0.638\*\*\* |
|  |  | (0.176) |
| lnPrixCons\_P | 1.650 |  |
|  | (1.232) |  |
| lnCSD\_Transport | 0.671\*\*\* |  |
|  | (0.226) |  |
| lnDI | -1.625\*\*\* |  |
|  | (0.523) |  |
| Constant | 14.05\*\*\* | 0.0841\* |
|  | (3.800) | (0.0439) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.981 | 0.654 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.523)

(0.226)

(1.232)

(1.0208)

(3.8)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur du transport est expliquée à 98,1% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.638) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur du transport et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.638 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.671% de la valeur ajoutée du secteur transport et celle du prix relatif engendre une augmentation de 1.650% de cette valeur ajoutée. Mais contre une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine une réduction de (1.625%) de la valeur ajoutée.

##### b.2.15. Communication

Le modèle est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(22\_b)** |

 : la valeur ajoutée issue du secteur de communication

 : Prix appliquée dans le secteur de la communication

: Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_Commu | dlnVa\_Commu |
| TEMPS | 0.227\*\*\* | -0.00446 |
|  | (0.0367) | (0.00266) |
| dlnPrixCons\_P |  | 2.447 |
|  |  | (1.459) |
| dlnCSD\_Commu |  | 0.693\*\* |
|  |  | (0.250) |
| dlnDI |  | -1.719 |
|  |  | (1.066) |
| res17 |  | -0.570\*\* |
|  |  | (0.250) |
| lnPrixCons\_P | 5.582\*\*\* |  |
|  | (1.258) |  |
| lnCSD\_Commu | 0.599\*\* |  |
|  | (0.267) |  |
| lnDI | -4.584\*\*\* |  |
|  | (0.857) |  |
| Constant | 37.81\*\*\* | 0.154\*\* |
|  | (6.251) | (0.0567) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.856 | 0.699 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.857)

(0.267)

(1.258)

(0.0367)

(6.251)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur de communication est expliquée à 85,6% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.570) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur de communication et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.570 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), la composition sectorielle de la demande est statistiquement significative au seuil de 5% et le prix relatif l’est au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% de la CSD entraine une augmentation de 0.599% de la valeur ajoutée du secteur de la communication et celle du prix relatif engendre une augmentation de 5.582% de cette valeur ajoutée. Mais contre la demande agrégée a une influence négative sur la valeur ajoutée du secteur de la communication. Toute chose étant égale par ailleurs, une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine une réduction de (4.584%) de la valeur ajoutée.

##### b.2.16. Banques et finances

Le modèle se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(24)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue du secteur des Banques et Finances

 : Prix de production du secteur des Banques et Finances

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SectBF | dlnVa\_SectBF |
| TEMPS | 0.339\*\*\* | -0.00547 |
|  | (0.0658) | (0.00635) |
| dlnPrixCons\_P |  | -7.009\*\* |
|  |  | (2.730) |
| dlnCSD\_SectBF |  | 0.0332 |
|  |  | (0.492) |
| dlnDI |  | -0.800 |
|  |  | (1.157) |
| res18 |  | -0.643\*\* |
|  |  | (0.227) |
| lnPrixCons\_P | -3.493\* |  |
|  | (1.894) |  |
| lnCSD\_SectBF | -0.388 |  |
|  | (0.393) |  |
| lnDI | -4.135\*\* |  |
|  | (1.625) |  |
| Constant | 37.99\*\*\* | 0.245\*\* |
|  | (11.41) | (0.0909) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.977 | 0.482 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(1.625)

(0.393)

(1.894)

(0.0658)

(11.41)

Le mécanisme de correction d’erreur est justifié pour ce modèle car la force de rappel est négatif et statistiquement significative à 5%. La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1% (équation 1). Ceci justifie la significativité globale du modèle de long terme. Également, la variation de la valeur ajoutée du secteur des banques et finances est expliquée à 97,7% (R2 = 0.977) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur des banques et finances et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.643 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Le prix relatif de la demande (-3.493), la composition sectorielle de la demande (-0.388) et la demande agrégée (-4.135) ont tous une sensibilité négative sur la valeur ajoutée issue du secteur des banques et finances. Ainsi, toute variation de 1% des facteurs (prix relatif de la demande, composition sectorielle de la demande et demande agrégée) créent un report de la valeur ajoutée respectivement de (3.493%), (0.388%) et (4.135).

##### b.2.17. Administration publique et sécurité sociale

Le modèle se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(25)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue des Administrations publique et sécurité sociale

 : Prix de production des Administrations publique et sécurité sociale

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_APSS | dlnVa\_APSS |
| TEMPS | 0.124\*\*\* | -0.00123 |
|  | (0.0160) | (0.00160) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.394 |
|  |  | (0.629) |
| dlnCSD\_APSS |  | 0.200 |
|  |  | (0.129) |
| dlnDI |  | -0.311 |
|  |  | (0.391) |
| res19 |  | -0.620\*\* |
|  |  | (0.232) |
| lnPrixCons\_P | 1.939\*\*\* |  |
|  | (0.622) |  |
| lnCSD\_APSS | 0.269 |  |
|  | (0.163) |  |
| lnDI | -1.504\*\*\* |  |
|  | (0.452) |  |
| Constant | 15.42\*\*\* | 0.0904\*\*\* |
|  | (2.879) | (0.0216) |
|  |  |  |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.990 | 0.451 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.452)

(0.163)

(0.622)

(0.016)

(2.879)

La probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur de l’administration publique et sécurité sociale est expliquée à 99% par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Aussi, le mécanisme de correction d’erreur est justifié car le coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.620) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur de de l’administration publique et sécurité sociale et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.620 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Dans ce modèle (modèle de long terme), le prix relatif l’est au seuil de 1%. Ainsi, une variation de 1% du prix relatif entraine une augmentation 1.939% de la valeur ajoutée. Celle de la CSD entraine une augmentation de 0.269% de la valeur ajoutée du secteur. Mais contre la demande agrégée a une influence négative sur la valeur ajoutée du secteur. Toute chose étant égale par ailleurs, une variation de même magnitude de la demande agrégée entraine une réduction de (1.504%) de la valeur ajoutée.

##### b.2.18. Secteur éducatif

Le modèle se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(26)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue du secteur éducatif

 : Prix de production du secteur éducatif

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SectEduc | dlnVa\_SectEduc |
| TEMPS | 0.165\*\*\* | -0.00457 |
|  | (0.0194) | (0.00265) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.528 |
|  |  | (0.968) |
| dlnCSD\_SectEduc |  | 0.111 |
|  |  | (0.205) |
| dlnDI |  | 0.106 |
|  |  | (0.572) |
| res20 |  | -0.356\*\* |
|  |  | (0.213) |
| lnPrixCons\_P | 2.020 |  |
|  | (1.238) |  |
| lnCSD\_SectEduc | -0.115 |  |
|  | (0.284) |  |
| lnDI | -1.866\*\*\* |  |
|  | (0.537) |  |
| Constant | 20.22\*\*\* | 0.130\*\*\* |
|  | (3.347) | (0.0302) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.979 | 0.413 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.537)

(0.0284)

(1.238)

(0.0194)

(3.347)

Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du secteur éducatif est expliquée à 97,9% (R2 = 0.979) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. Dans le modèle de court terme (équation 2), on s’intéresse exclusivement à la force de rappel à l’équilibre ou le coefficient de correction d’erreur. Ici ce coefficient associé au terme d’erreur retardé (-0.356) est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 5%. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du secteur éducatif et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.356 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

Du même tableau, on note que la valeur ajoutée est sensible à une variation du prix relatif, de la composition sectorielle de la demande et de la demande agrégée. Ainsi, lorsque le prix relatif varie de 1%, la valeur ajoutée augmente de 2.020%. Mais une variation de même magnitude de la CSD et de la DI provoque un report respectivement de (0.115) et (1.866).

##### b.2.19. Secteur de la santé et action sociale

Le modèle se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(27)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue du secteur de la santé et des actions sociales

 : Prix de production du secteur de la santé et des actions sociales

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_SantÃ© | dlnVa\_SantÃ© |
| TEMPS | -0.0363 | 7.04e-05 |
|  | (0.0363) | (0.00267) |
| dlnPrixCons\_P |  | 3.617 |
|  |  | (2.511) |
| dlnCSD\_SantÃ© |  | 0.245 |
|  |  | (0.229) |
| dlnDI |  | 0.767 |
|  |  | (0.983) |
| res21 |  | -0.669\*\* |
|  |  | (0.263) |
| lnPrixCons\_P | 0.821 |  |
|  | (1.893) |  |
| lnCSD\_SantÃ© | 0.166 |  |
|  | (0.218) |  |
| lnDI | 1.927\*\* |  |
|  | (0.905) |  |
| Constant | -13.44\*\* | 0.0117 |
|  | (6.288) | (0.0555) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.936 | 0.487 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.905)

(0.218)

(1.893)

(0.0363)

(6.288)

La force de rappel est négatif et significatif (res21 = -0.669, équation 2). Ainsi le modèle à correction d’erreur est justifié. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur. Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée du domaine de la santé et action sociale est expliquée à 97,8% (R2 = 0.978) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée du domaine de la santé et action sociale et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.669 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

De plus, on constate que la valeur ajoutée du domaine de la santé et action sociale à une faible sensibilité (0.166%) des suites d’une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande. Le prix relatif de la demande engendre une augmentation de 0.821% de la valeurs ajoutée agricole s’il varie de 1%. Aussi, une variation de 1% de la demande agrégée provoque une variation positive et significative de la valeur ajoutée de 1.927%.

##### b.2.20. Autres services

Le modèle se présente comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  | **(28)** |

Où

 : la valeur ajoutée issue d’autres services

 : Prix de production d’autres services

 : Composition sectorielle de la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (1) | (2) |
| VARIABLES | lnVa\_AutrServ | dlnVa\_AutrServ |
| TEMPS | 0.0149 | 0.000554 |
|  | (0.0215) | (0.00122) |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.689 |
|  |  | (0.596) |
| dlnCSD\_AutrServ |  | -0.0767 |
|  |  | (0.164) |
| dlnDI |  | 0.233 |
|  |  | (0.383) |
| res22 |  | -0.780\*\*\* |
|  |  | (0.226) |
| lnPrixCons\_P | 0.266 |  |
|  | (0.437) |  |
| lnCSD\_AutrServ | 0.132 |  |
|  | (0.209) |  |
| lnDI | 0.542 |  |
|  | (0.590) |  |
| Constant | 0.322 | 0.0296 |
|  | (3.559) | (0.0205) |
| Observations | 23 | 22 |
| R-squared | 0.989 | 0.472 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

(0.59)

(0.209)

(0.437)

(0.0215)

(3.559)

La force de rappel est négatif et significatif (-0.780, équation 2). Ainsi le modèle à correction d’erreur est justifié. Il existe bien un mécanisme de correction d’erreur. Dans l’équation 1, la probabilité associée à la statistique de Fisher prob = 0.000 est inférieure à 1%. On peut donc affirmer que le modèle est globalement significatif ; la variation de la valeur ajoutée des autres services est expliquée à 98,9% (R2 = 0.989) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d’ajustement du modèle. A long terme (équation 1), les déséquilibres entre la valeur ajoutée des autres services et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.780 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de la valeur ajoutée brute est résorbé ou absorbé dans l’année qui suit un choc.

De plus, on constate que la valeur ajoutée des autres services à une faible sensibilité (0.132%) des suites d’une variation de 1% de la composition sectorielle de la demande. Le prix relatif de la demande engendre une augmentation de 0.266% de la valeurs ajoutée des autres services s’il varie de 1%. Aussi, une variation de 1% de la demande agrégée provoque une variation positive de la valeur ajoutée de 0.542%.

# Tableau récapitulatif des estimations économétriques du bloc macroéconomique

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| VARIABLES | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) |
| lnConsPrivÃ©\_M | lnFBCF\_PrivÃ©e | dlnFBCF\_PrivÃ©e | lnVa\_SectPrim | dlnVa\_SectPrim | lnVa\_Agri | dlnVa\_Agri | lnVa\_EC | dlnVa\_EC |
| TEMPS |  | 0.140\*\*\* | 0.00550\* | 0.0239\*\*\* | -0.000909 | 0.0209\* | -0.00105 | 0.0465\*\*\* | -0.000448 |
|  | (0.0219) | (0.00281) | (0.00703) | (0.000723) | (0.0118) | (0.000896) | (0.00822) | (0.000831) |
| lnRevenu\_M | 1.022\*\*\* | -1.144\*\*\* |  |  |  |  |  |  |  |
| (0.0558) | (0.205) |  |  |  |  |  |  |  |
| lnTUC |  | 0.696 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (1.443) |  |  |  |  |  |  |  |
| lnTSALH |  | 0.454 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.632) |  |  |  |  |  |  |  |
| lnPrixCons\_P | -4.361\*\* |  |  | 0.342 |  | 0.215 |  | 1.865\*\*\* |  |
| (1.779) |  |  | (0.304) |  | (0.397) |  | (0.346) |  |
| dlnRevenu\_M |  |  | -0.152 |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.252) |  |  |  |  |  |  |
| dlnTUC |  |  | 2.056\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.803) |  |  |  |  |  |  |
| dlnTSALH |  |  | 0.707\*\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.235) |  |  |  |  |  |  |
| res2 |  |  | -0.748\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.267) |  |  |  |  |  |  |
| lnCSD\_SectPrim |  |  |  | 0.395\*\*\* |  |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.131) |  |  |  |  |  |
| lnDI |  |  |  | 0.151 |  | 0.214 |  | -0.147 |  |
|  |  |  | (0.224) |  | (0.362) |  | (0.212) |  |
| dlnPrixCons\_P |  |  |  |  | 0.496 |  | 0.474 |  | 1.739\*\*\* |
|  |  |  |  | (0.399) |  | (0.518) |  | (0.374) |
| dlnCSD\_SectPrim |  |  |  |  | 0.619\*\*\* |  |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.0932) |  |  |  |  |
| dlnDI |  |  |  |  | 0.0648 |  | 0.132 |  | -0.214 |
|  |  |  |  | (0.151) |  | (0.198) |  | (0.188) |
| res3 |  |  |  |  | -0.903\*\*\* |  |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.207) |  |  |  |  |
| lnCSD\_Agri |  |  |  |  |  | 0.465\*\* |  |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.164) |  |  |  |
| dlnCSD\_Agri |  |  |  |  |  |  | 0.665\*\*\* |  |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.101) |  |  |
| res4 |  |  |  |  |  |  | -0.866\*\*\* |  |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.227) |  |  |
| lnCSD\_EC |  |  |  |  |  |  |  | 0.00156 |  |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.0780) |  |
| dlnCSD\_EC |  |  |  |  |  |  |  |  | 0.0209 |
|  |  |  |  |  |  |  |  | (0.0522) |
| res5 |  |  |  |  |  |  |  |  | -0.781\*\*\* |
|  |  |  |  |  |  |  |  | (0.215) |
| Constant | 1.331\*\*\* | 10.16\*\* | 0.0336 | 2.699\*\* | 0.0320\*\*\* | 1.467 | 0.0314\*\* | 6.023\*\*\* | 0.0564\*\*\* |
| (0.369) | (4.227) | (0.0606) | (1.244) | (0.00957) | (2.105) | (0.0122) | (1.369) | (0.0136) |
| Observations | 23 | 22 | 20 | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 |
| R-squared | 0.911 | 0.969 | 0.589 | 0.996 | 0.727 | 0.995 | 0.735 | 0.994 | 0.618 |

Robust standard errors in parentheses ; \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| VARIABLES | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| lnVa\_PSyE | dlnVa\_PSyE | lnVa\_SectSec | dlnVa\_SectSec | lnVa\_AgroIndus | dlnVa\_AgroIndus | lnVa\_IndusEx | dlnVa\_IndusEx |
| TEMPS | 0.0431\*\*\* | -0.000748 | 0.0141 | -0.00154 | 0.0121 | -0.00166 | 0.0371 | 0.00127 |
| (0.00940) | (0.000836) | (0.0307) | (0.00148) | (0.0492) | (0.00175) | (0.0292) | (0.00247) |
| lnPrixCons\_P | -0.216 |  | 0.222 |  | -0.123 |  | 4.010\*\*\* |  |
| (0.347) |  | (0.595) |  | (0.969) |  | (0.999) |  |
| lnDI | -0.0666 |  | -0.133 |  | -0.288 |  | -0.718 |  |
| (0.238) |  | (0.793) |  | (1.184) |  | (0.703) |  |
| dlnPrixCons\_P |  | -0.603 |  | 0.771 |  | 0.940 |  | 3.212 |
|  | (0.545) |  | (0.653) |  | (0.901) |  | (2.431) |
| dlnDI |  | 0.0579 |  | -0.0322 |  | -0.196 |  | -1.169 |
|  | (0.153) |  | (0.393) |  | (0.553) |  | (1.423) |
| lnCSD\_PSyE | -0.354\*\*\* |  |  |  |  |  |  |  |
| (0.0753) |  |  |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_PSyE |  | -0.256\*\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.0763) |  |  |  |  |  |  |
| res6 |  | -0.570\*\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.185) |  |  |  |  |  |  |
| lnCSD\_SectSec |  |  | 0.877\*\*\* |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.227) |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_SectSec |  |  |  | 0.828\*\*\* |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.220) |  |  |  |  |
| res7 |  |  |  | -0.719\*\*\* |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.162) |  |  |  |  |
| lnCSD\_AgroIndus |  |  |  |  | 0.908\*\*\* |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.301) |  |  |  |
| dlnCSD\_AgroIndus |  |  |  |  |  | 0.650\* |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.331) |  |  |
| res8 |  |  |  |  |  | -0.561\*\* |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.220) |  |  |
| lnCSD\_IndusEx |  |  |  |  |  |  | 0.584\*\* |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.212) |  |
| dlnCSD\_IndusEx |  |  |  |  |  |  |  | 0.251 |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.236) |
| res9 |  |  |  |  |  |  |  | -0.604 |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.411) |
| Constant | 7.380\*\*\* | 0.0468\*\*\* | 1.411 | 0.0342 | 2.150 | 0.0394 | 5.298 | 0.0547 |
| (1.604) | (0.0118) | (4.925) | (0.0230) | (7.770) | (0.0313) | (4.791) | (0.0654) |
| Observations | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 |
| R-squared | 0.988 | 0.574 | 0.962 | 0.638 | 0.742 | 0.397 | 0.729 | 0.276 |

Robust standard errors in parentheses ; \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) | (24) | (25) |
| VARIABLES | lnVa\_AutrIndus | dlnVa\_AutrIndus | lnVa\_IndusEE | dlnVa\_IndusEE | lnVa\_BTP | dlnVa\_BTP | lnVa\_SectTER | dlnVa\_SectTER |
| TEMPS | -0.0210 | -0.000696 | 0.155 | -0.00678 | -0.0270 | -0.000306 | 0.0413\*\*\* | -0.00123\* |
|  | (0.0286) | (0.00219) | (0.0915) | (0.00595) | (0.0373) | (0.00216) | (0.00885) | (0.000580) |
| lnPrixCons\_P | -0.194 |  | -1.312 |  | 0.411 |  | 0.708\* |  |
|  | (0.878) |  | (3.145) |  | (0.740) |  | (0.391) |  |
| lnDI | 1.041 |  | -1.539 |  | 1.771\* |  | -0.522\*\* |  |
|  | (0.718) |  | (2.180) |  | (0.959) |  | (0.243) |  |
| dlnPrixCons\_P |  | 0.477 |  | 0.677 |  | 1.487 |  | 0.451 |
|  |  | (0.883) |  | (4.181) |  | (1.073) |  | (0.307) |
| dlnDI |  | 0.207 |  | 0.633 |  | 0.802 |  | -0.0681 |
|  |  | (0.384) |  | (1.884) |  | (0.588) |  | (0.151) |
| lnCSD\_AutrIndus | 0.227 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.214) |  |  |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_AutrIndus |  | 0.229 |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.226) |  |  |  |  |  |  |
| res10 |  | -0.971\*\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.210) |  |  |  |  |  |  |
| lnCSD\_IndusEE |  |  | -0.393 |  |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.484) |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_IndusEE |  |  |  | 0.355 |  |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.371) |  |  |  |  |
| res11 |  |  |  | -0.403 |  |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.231) |  |  |  |  |
| lnCSD\_BTP |  |  |  |  | 0.118 |  |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.237) |  |  |  |
| dlnCSD\_BTP |  |  |  |  |  | 0.132 |  |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.170) |  |  |
| res12 |  |  |  |  |  | -0.828\*\*\* |  |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.266) |  |  |
| lnCSD\_SectTER |  |  |  |  |  |  | 0.749\*\*\* |  |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.257) |  |
| dlnCSD\_SectTER |  |  |  |  |  |  |  | 0.658\*\*\* |
|  |  |  |  |  |  |  |  | (0.139) |
| res13 |  |  |  |  |  |  |  | -0.710\*\*\* |
|  |  |  |  |  |  |  |  | (0.148) |
| Constant | -4.916 | 0.0307 | 17.63 | 0.122 | -10.36 | 0.0243 | 5.828\*\*\* | 0.0424\*\*\* |
|  | (4.780) | (0.0221) | (15.89) | (0.0742) | (6.492) | (0.0362) | (1.476) | (0.00936) |
| Observations | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 |
| R-squared | 0.941 | 0.583 | 0.856 | 0.287 | 0.978 | 0.589 | 0.996 | 0.832 |

Robust standard errors in parentheses ; \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | (34) | (35) | (36) | (37) | (38) | (39) | (40) | (41) | (42) |
| VARIABLES | dlnVa\_SectBF | lnVa\_APSS | dlnVa\_APSS | lnVa\_SectEduc | dlnVa\_SectEduc | lnVa\_SantÃ© | dlnVa\_SantÃ© | lnVa\_AutrServ | dlnVa\_AutrServ |
| TEMPS | -0.00547 | 0.124\*\*\* | -0.00123 | 0.165\*\*\* | -0.00457 | -0.0363 | 7.04e-05 | 0.0149 | 0.000554 |
|  | (0.00635) | (0.0160) | (0.00160) | (0.0194) | (0.00265) | (0.0363) | (0.00267) | (0.0215) | (0.00122) |
| lnPrixCons\_P |  | 1.939\*\*\* |  | 2.020 |  | 0.821 |  | 0.266 |  |
|  |  | (0.622) |  | (1.238) |  | (1.893) |  | (0.437) |  |
| lnDI |  | -1.504\*\*\* |  | -1.866\*\*\* |  | 1.927\*\* |  | 0.542 |  |
|  |  | (0.452) |  | (0.537) |  | (0.905) |  | (0.590) |  |
| dlnPrixCons\_P | -7.009\*\* |  | 0.394 |  | 0.528 |  | 3.617 |  | 0.689 |
|  | (2.730) |  | (0.629) |  | (0.968) |  | (2.511) |  | (0.596) |
| dlnDI | -0.800 |  | -0.311 |  | 0.106 |  | 0.767 |  | 0.233 |
|  | (1.157) |  | (0.391) |  | (0.572) |  | (0.983) |  | (0.383) |
| dlnCSD\_SectBF | 0.0332 |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.492) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| res18 | -0.643\*\* |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.227) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| lnCSD\_APSS |  | 0.269 |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | (0.163) |  |  |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_APSS |  |  | 0.200 |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.129) |  |  |  |  |  |  |
| res19 |  |  | -0.620\*\* |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | (0.232) |  |  |  |  |  |  |
| lnCSD\_SectEduc |  |  |  | -0.115 |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | (0.284) |  |  |  |  |  |
| dlnCSD\_SectEduc |  |  |  |  | 0.111 |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.205) |  |  |  |  |
| res20 |  |  |  |  | -0.356 |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | (0.213) |  |  |  |  |
| lnCSD\_SantÃ© |  |  |  |  |  | 0.166 |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  | (0.218) |  |  |  |
| dlnCSD\_SantÃ© |  |  |  |  |  |  | 0.245 |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.229) |  |  |
| res21 |  |  |  |  |  |  | -0.669\*\* |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  | (0.263) |  |  |
| lnCSD\_AutrServ |  |  |  |  |  |  |  | 0.132 |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  | (0.209) |  |
| dlnCSD\_AutrServ |  |  |  |  |  |  |  |  | -0.0767 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | (0.164) |
| res22 |  |  |  |  |  |  |  |  | -0.780\*\*\* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | (0.226) |
| Constant | 0.245\*\* | 15.42\*\*\* | 0.0904\*\*\* | 20.22\*\*\* | 0.130\*\*\* | -13.44\*\* | 0.0117 | 0.322 | 0.0296 |
|  | (0.0909) | (2.879) | (0.0216) | (3.347) | (0.0302) | (6.288) | (0.0555) | (3.559) | (0.0205) |
| Observations | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 | 23 | 22 |
| R-squared | 0.482 | 0.990 | 0.451 | 0.979 | 0.413 | 0.936 | 0.487 | 0.989 | 0.472 |

Robust standard errors in parentheses ; \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

**Source** : Nos estimations à partir des données collectées (2023)

## Bloc macro social

Les interrelations du modèle macroéconomiques qui garantissent les équilibres internes, externes et financiers permettent de projeter grâce au modèle, la plupart des agrégats macroéconomiques notamment ceux provenant des secteurs réel, public, extérieur et monétaire. La vérification de la cohérence comptable et économique des données et des projections est assurée grâce au modèle.

A cette étape on procède également à des simulations de scénarii ; on élabore d’abord le scénario de référence qui est celui de la tendance observée, ensuite un scénario optimiste, qui est celui de la trajectoire prescrite dans Bénin Alafia 2025 devant permettre à l’économie d’être compétitive et de se maintenir durablement sur le sentier de croissance réelle de 7,0% par an et enfin, le scénario programme, celui du premier PQO qui est calé sur la trajectoire de croissance du PAG et qui tient compte des contraintes de la matrice du diagnostic stratégique (MDS).

Soit le modèle de pauvreté développé par Ravallion et Chu (1997) :

|  |  |
| --- | --- |
|  | (29) |

Où :

est un indice numérique de pauvreté (incidence),

le revenu par tête,

, l’indice de Gini,

un vecteur de variables de contrôle (Total PIP dans le secteur productif),

l’élasticité de la croissance par rapport au revenu,

l’élasticité de la pauvreté par rapport aux inégalités,

le vecteur des élasticités pauvreté par rapport aux variables de contrôle.

le terme d’erreur

le paramètre temps

L’intégration du défi du caractère non inclusive de la croissance du fait des inégalités, ainsi que la prise en compte de l’ODD sur les inégalités autorise une modélisation qui permet d’explorer la relation entre la croissance et la réduction de la pauvreté.

### Croissance inégalité et pauvreté

Une variation de la distribution des revenus peut se décomposer en deux types d’effet : une variation proportionnelle de tous les revenus, qui ne modifie pas la distribution du revenu relatif (effet de croissance) ; une variation de la distribution des revenus relatifs qui, par définition, est indépendante du revenu moyen (effet distributif). Les définitions suivantes vont aider à clarifier ces liens :

* la « pauvreté » est mesurée par l’indice numérique de pauvreté absolue, c’est-à-dire la proportion de la population en deçà d’un seuil de pauvreté donné (par exemple, 1 USD par jour) telle qu’elle est établie par les données des enquêtes auprès des ménages. D’autres indices peuvent être utilisés (avec le même seuil de pauvreté);
* l’« inégalité » (ou la « distribution ») fait référence aux écarts de revenu relatif dans l’ensemble de la population, c’est-à-dire aux différences de revenu obtenues après normalisation des données observées par rapport à la moyenne de la population de façon à les rendre indépendantes de l’échelle des revenus;
* la « croissance » est le changement, exprimé en pourcentage, du niveau de bien-être moyen (par exemple, le revenu) qui apparaît dans l’enquête auprès des ménages.

Ces définitions permettent de montrer qu’une variation de la pauvreté est une fonction de la croissance, de la distribution et de la variation de la distribution.

La spécification retenue est celle de l’extension du modèle de base[[9]](#footnote-9)

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(30)** |

Pt, incidence de pauvreté monétaire

Gt-1, niveau antérieur des inégalités (noté G0 dans le calcul des élasticités),

Z, la ligne de pauvreté moyenne sur la période récente étant fixée à 4.8$ US courant en 2018.

Z/Yt, ratio de la ligne de pauvreté au revenu par tête, qui est un indicateur de gap de pauvreté-revenu moyen.

De la relation précédente (30) on déduit l’effet marginal du revenu pour la réduction de la croissance de la pauvreté

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(31)** |

Si , alors l’effet marginal positif, implique qu’une inégalité très prononcée conjuguée au gap de pauvreté revenu moyen neutralise la magnitude de la croissance-pauvreté. Par contre, Si , alors la croissance neutralise l’effet adverse du niveau initial de l’inégalité Go (représentant le niveau des inégalités en année t-1) et du gap de pauvreté-revenu moyen (Z/Y) sur la réduction de la pauvreté.

On déduit également de la relation (30), l’élasticité de la croissance des inégalités à la pauvreté :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(32)** |

Ces deux dernières relations permettent de déterminer le taux de croissance du revenu par capital, nécessaire pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(33)** |

où :

g, taux de croissance des inégalités suite à la croissance du revenu.

est la différence entre en la pauvreté initiale et l’horizon fin

**Pairwise correlations**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | (lnTauxPauvr) | (lnY) | (lnY\_G1) | (lnY\_ZY) | (lnG) | (lnG\_G1) | (lnG\_ZY) | (t\_2) |
| lnTauxPauvr | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |
| lnY | 0.408 | 1.000 |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.053) |  |  |  |  |  |  |  |
| lnY\_G1 | 0.001 | 0.972\* | 1.000 |  |  |  |  |  |
|  | (0.996) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |
| lnY\_ZY | -0.400 | -1.000\* | -0.972\* | 1.000 |  |  |  |  |
|  | (0.059) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |
| lnG | 0.019 | 0.148 | 0.165 | -0.150 | 1.000 |  |  |  |
|  | (0.928) | (0.499) | (0.464) | (0.495) |  |  |  |  |
| lnG\_G1 | -0.097 | 0.170 | 0.329 | -0.170 | 0.707\* | 1.000 |  |  |
|  | (0.660) | (0.449) | (0.135) | (0.449) | (0.000) |  |  |  |
| lnG\_ZY | -0.399 | -0.987\* | -0.956\* | 0.987\* | -0.303 | -0.290 | 1.000 |  |
|  | (0.059) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.160) | (0.190) |  |  |
| t\_2 | 0.301 | 0.787\* | 0.761\* | -0.797\* | 0.027 | 0.043 | -0.763\* | 1.000 |
|  | (0.153) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.900) | (0.847) | (0.000) |  |

*\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1*

### Transformation structurelle de l’économie, inégalité et pauvreté

Pour intégrer cette préoccupation, une extension de la spécification précédente permet de prendre en compte les dynamiques implicites aux secteurs d’activité et de façon spécifique celles des secteurs-clés de l’économie.

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(34)** |

Où :

, les valeurs ajoutées des branches clés des secteurs émergents de l’économie : agriculture (S1), agro-industrie (S2), commerce (S3), hôtellerie et restauration (S4), transport (S5), communication (S6), services financiers (S7), l’élevage et la chasse (S8), la pêche, sylviculture et exploitation forestière (S9), industrie extractive (S10), l’électricité et eau (S11), les BTP (S12), et X, Total PIP (investissements) pour le secteur productif. Le modèle spécifié est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(35)** |

On déduit également de la relation (31), l’élasticité de la croissance des inégalités à la pauvreté :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(36\_1)** |
|  | **(36\_2)** |

Où :

, taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur émergent j de l’économie.

Ces relations permettent de déterminer les taux de croissance annuel moyen des investissements publics dans les Secteurs Productifs Hors Commerce (SPHC), nécessaires pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(37)** |

**Pairwise correlations**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| (1) | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (2) | 0.379 | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.068) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (3) | 0.412 | 0.658\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.051) | (0.001) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (4) | 0.487\* | 0.958\* | 0.699\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.018) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (5) | 0.376 | 0.924\* | 0.392 | 0.885\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.077) | (0.000) | (0.065) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (6) | 0.355 | 0.969\* | 0.487\* | 0.926\* | 0.960\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.096) | (0.000) | (0.018) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (7) | 0.241 | 0.700\* | 0.075 | 0.705\* | 0.839\* | 0.814\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.269) | (0.000) | (0.734) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (8) | 0.392 | 0.951\* | 0.459\* | 0.915\* | 0.974\* | 0.969\* | 0.819\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.064) | (0.000) | (0.028) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (9) | 0.401 | 0.982\* | 0.596\* | 0.955\* | 0.948\* | 0.971\* | 0.781\* | 0.967\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.058) | (0.000) | (0.003) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (10) | 0.456\* | 0.956\* | 0.511\* | 0.941\* | 0.973\* | 0.971\* | 0.808\* | 0.987\* | 0.978\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.029) | (0.000) | (0.013) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (11) | 0.204 | 0.701\* | 0.642\* | 0.649\* | 0.556\* | 0.621\* | 0.411 | 0.586\* | 0.731\* | 0.605\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.349) | (0.000) | (0.001) | (0.001) | (0.006) | (0.002) | (0.052) | (0.003) | (0.000) | (0.002) |  |  |  |  |  |  |  |
| (12) | 0.412 | 0.871\* | 0.441\* | 0.890\* | 0.936\* | 0.911\* | 0.823\* | 0.926\* | 0.898\* | 0.937\* | 0.468\* | 1.000 |  |  |  |  |  |
|  | (0.051) | (0.000) | (0.035) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.024) |  |  |  |  |  |  |
| (13) | 0.423\* | 0.982\* | 0.713\* | 0.950\* | 0.906\* | 0.935\* | 0.647\* | 0.920\* | 0.969\* | 0.944\* | 0.732\* | 0.860\* | 1.000 |  |  |  |  |
|  | (0.044) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |
| (14) | 0.143 | 0.969\* | 0.551\* | 0.945\* | 0.905\* | 0.957\* | 0.657\* | 0.941\* | 0.955\* | 0.958\* | 0.607\* | 0.851\* | 0.947\* | 1.000 |  |  |  |
|  | (0.514) | (0.000) | (0.008) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.003) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |
| (15) | 0.158 | 0.604\* | 0.887\* | 0.654\* | 0.354 | 0.461\* | -0.010 | 0.427\* | 0.535\* | 0.488\* | 0.510\* | 0.403 | 0.655\* | 0.658\* | 1.000 |  |  |
|  | (0.482) | (0.003) | (0.000) | (0.001) | (0.106) | (0.031) | (0.965) | (0.048) | (0.010) | (0.021) | (0.015) | (0.063) | (0.001) | (0.001) |  |  |  |
| (16) | 0.107 | 0.899\* | 0.542\* | 0.941\* | 0.849\* | 0.896\* | 0.629\* | 0.877\* | 0.890\* | 0.908\* | 0.506\* | 0.847\* | 0.879\* | 0.962\* | 0.707\* | 1.000 |  |
|  | (0.634) | (0.000) | (0.009) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.002) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.016) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |
| (17) | 0.202 | 0.899\* | 0.292 | 0.876\* | 0.991\* | 0.949\* | 0.815\* | 0.970\* | 0.930\* | 0.980\* | 0.481\* | 0.927\* | 0.878\* | 0.921\* | 0.387 | 0.883\* | 1.000 |
|  | (0.367) | (0.000) | (0.187) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.023) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.075) | (0.000) |  |
| (18) | 0.145 | 0.943\* | 0.387 | 0.916\* | 0.943\* | 0.989\* | 0.782\* | 0.959\* | 0.950\* | 0.971\* | 0.542\* | 0.894\* | 0.903\* | 0.971\* | 0.494\* | 0.930\* | 0.957\* |
|  | (0.520) | (0.000) | (0.075) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.009) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.019) | (0.000) | (0.000) |
| (19) | -0.111 | 0.640\* | -0.085 | 0.637\* | 0.810\* | 0.783\* | 0.983\* | 0.787\* | 0.726\* | 0.777\* | 0.301 | 0.791\* | 0.574\* | 0.683\* | 0.045 | 0.678\* | 0.828\* |
|  | (0.623) | (0.001) | (0.706) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.173) | (0.000) | (0.005) | (0.000) | (0.843) | (0.001) | (0.000) |
| (20) | 0.166 | 0.938\* | 0.370 | 0.902\* | 0.970\* | 0.964\* | 0.789\* | 0.999\* | 0.956\* | 0.988\* | 0.526\* | 0.913\* | 0.901\* | 0.947\* | 0.439\* | 0.891\* | 0.973\* |
|  | (0.461) | (0.000) | (0.090) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.012) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.041) | (0.000) | (0.000) |
| (21) | 0.109 | 0.952\* | 0.476\* | 0.931\* | 0.933\* | 0.961\* | 0.739\* | 0.956\* | 0.974\* | 0.975\* | 0.640\* | 0.876\* | 0.932\* | 0.983\* | 0.586\* | 0.948\* | 0.949\* |
|  | (0.630) | (0.000) | (0.025) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.004) | (0.000) | (0.000) |
| (22) | 0.147 | 0.893\* | 0.356 | 0.876\* | 0.933\* | 0.932\* | 0.742\* | 0.949\* | 0.915\* | 0.968\* | 0.476\* | 0.892\* | 0.872\* | 0.958\* | 0.531\* | 0.942\* | 0.967\* |
|  | (0.513) | (0.000) | (0.104) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.025) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.011) | (0.000) | (0.000) |
| (23) | -0.093 | 0.679\* | 0.564\* | 0.624\* | 0.539\* | 0.613\* | 0.368 | 0.573\* | 0.715\* | 0.598\* | 0.968\* | 0.437\* | 0.709\* | 0.678\* | 0.590\* | 0.608\* | 0.541\* |
|  | (0.679) | (0.001) | (0.006) | (0.002) | (0.010) | (0.002) | (0.092) | (0.005) | (0.000) | (0.003) | (0.000) | (0.042) | (0.000) | (0.001) | (0.004) | (0.003) | (0.009) |
| (24) | 0.193 | 0.844\* | 0.342 | 0.869\* | 0.926\* | 0.897\* | 0.793\* | 0.912\* | 0.872\* | 0.928\* | 0.387 | 0.997\* | 0.828\* | 0.861\* | 0.422 | 0.866\* | 0.933\* |
|  | (0.390) | (0.000) | (0.119) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.075) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.051) | (0.000) | (0.000) |
| (25) | 0.200 | 0.968\* | 0.634\* | 0.944\* | 0.897\* | 0.930\* | 0.598\* | 0.914\* | 0.956\* | 0.947\* | 0.665\* | 0.845\* | 0.986\* | 0.977\* | 0.696\* | 0.931\* | 0.902\* |
|  | (0.371) | (0.000) | (0.002) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.003) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |
| (26) | 0.019 | 0.012 | -0.122 | 0.008 | 0.170 | 0.090 | 0.123 | 0.119 | 0.061 | 0.144 | -0.042 | 0.229 | 0.073 | 0.014 | -0.124 | 0.011 | 0.176 |
|  | (0.928) | (0.956) | (0.578) | (0.970) | (0.439) | (0.681) | (0.576) | (0.589) | (0.783) | (0.511) | (0.850) | (0.293) | (0.740) | (0.951) | (0.581) | (0.962) | (0.434) |
| (27) | 0.325 | 0.962\* | 0.662\* | 0.905\* | 0.879\* | 0.920\* | 0.580\* | 0.880\* | 0.913\* | 0.890\* | 0.616\* | 0.836\* | 0.958\* | 0.930\* | 0.615\* | 0.864\* | 0.855\* |
|  | (0.131) | (0.000) | (0.001) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.004) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.002) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.002) | (0.000) | (0.000) |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) | (24) | (25) | (26) | (27) |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (18) | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (19) | 0.802\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (20) | 0.964\* | 0.794\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| (21) | 0.975\* | 0.762\* | 0.962\* | 1.000 |  |  |  |  |  |  |
|  | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |  |
| (22) | 0.967\* | 0.790\* | 0.962\* | 0.973\* | 1.000 |  |  |  |  |  |
|  | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |  |  |  |
| (23) | 0.611\* | 0.373 | 0.573\* | 0.712\* | 0.580\* | 1.000 |  |  |  |  |
|  | (0.003) | (0.088) | (0.005) | (0.000) | (0.005) |  |  |  |  |  |
| (24) | 0.902\* | 0.802\* | 0.915\* | 0.886\* | 0.911\* | 0.439\* | 1.000 |  |  |  |
|  | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.041) |  |  |  |  |
| (25) | 0.932\* | 0.609\* | 0.916\* | 0.962\* | 0.925\* | 0.714\* | 0.847\* | 1.000 |  |  |
|  | (0.000) | (0.003) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.000) |  |  |  |
| (26) | 0.094 | 0.129 | 0.129 | 0.066 | 0.151 | -0.043 | 0.246 | 0.079 | 1.000 |  |
|  | (0.676) | (0.567) | (0.568) | (0.772) | (0.503) | (0.849) | (0.270) | (0.727) |  |  |
| (27) | 0.893\* | 0.531\* | 0.875\* | 0.888\* | 0.839\* | 0.594\* | 0.823\* | 0.951\* | 0.015 | 1.000 |
|  | (0.000) | (0.011) | (0.000) | (0.000) | (0.000) | (0.004) | (0.000) | (0.000) | (0.945) |  |

**Sources** : Résultats d’estimation (2023)

*\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1*

(1) : lnTauxPauvr ; (2) : lnVa\_Agri ; (3) : lnVa\_AgroIndus ; (4) : lnVa\_Com ; (5) : lnVa\_HR ; (6) : lnVa\_Transport ; (7) : lnVa\_Commu ; (8) : lnVa\_SectBF ; (9) : lnVa\_EC ; (10) : lnVa\_PSyE; (11) : lnVa\_IndusEx ; (12) : lnVa\_IndusEE ; (13) : lnVa\_BTP ; (14) : lnS1 ; (15) : lnS2 ; (16) : lnS3 ; (17) : lnS4 ; (18) : lnS5 ; (19) : lnS6 ; (20) : lnS7 ; (21) : lnS8 ; (22) : lnS9 ; (23) : lnS10 ; (24) : lnS11 ; (25) : lnS12 ; (26) : lnG ; (27) : lnInvest

### Education, inégalité, croissance-pauvreté

Pour intégrer cette préoccupation, une extension de la spécification précédente permet de prendre en compte les dynamiques de implicites aux secteurs d’activité et de façon spécifique celles des secteurs-clés de l’économie.

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(38)** |

Où :

* TBS, Taux brut de scolarité dans l’enseignement primaire et secondaire (seul le niveau primaire est considéré pour le moment),
* , indicateur de performance du système éducatif (seul le taux de promotion au primaire est utilisé; NB les données sur l’enseignement secondaire et supérieur ne sont pas complète).
* X, Part PIP secteur éducatif dans le total des secteurs sociaux (%)

On déduit également de la relation précédente, les effets marginaux de la croissance des paramètres du secteur éducatif à la réduction de la pauvreté :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(39\_1)** |
|  | **(39\_2)** |

Ces relations permettent de déterminer le taux de croissance annuel moyen des paramètres de performance du secteur éducatif, nécessaire pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(40)** |

, taux de croissance de l’indicateur d’entrée du secteur éducatif (taux brut de scolarisation dans le primaire).

Les résultats de nos estimations sont les suivants :

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnTauxPauvr |
| lnTBS\_G\_1 | 0.00151 |
|  | (0.00131) |
| lnIPSÃ©\_G\_1 | -0.0663 |
|  | (0.0618) |
| lnIPSÃ© | -0.156 |
|  | (0.240) |
| lnX\_Educ2 | 0.0883\*\*\* |
|  | (0.0249) |
| lnTBS\_t | 0.000162 |
|  | (0.000205) |
| Constant | 3.205\*\*\* |
|  | (0.459) |
| Observations | 21 |
| R-squared | 0. 624 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Les résultats d’estimation montrent que les coefficients estimés ont dans une moindre mesure les signes attendus avec des niveaux de significativité acceptables. Il convient de signaler que le pouvoir prédictif est estimé à environ 62%. Ces résultats permettent de calculer les paramètres des effets marginaux et d’élasticités qui se présentent comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Effets marginaux | | Elasticités | |
| Paramètres | Valeurs | Paramètres | Valeurs |
|  | 0.001674 |  | 0.0091877 |
|  | -0.2226792 |  | -0.5044378 |
|  | 20.05 | - | - |
|  | 3.3425 | | |

**Sources : Calcul issus des estimations (2023)**

Les effets marginaux sont estimés à près de 0,002 pour le taux brut de scolarisation et à -0,2 pour le taux de promotion. Ainsi, il convient de noter que l’effet marginal du taux brut de scolarisation au primaire est positif alors que l’effet marginal du taux de promotion dans le primaire est négatif. Cela traduit donc qu’une inégalité très prononcée conjuguée au taux brut de scolarisation neutralise la magnitude de la croissance-pauvreté au Bénin. La magnitude de la croissance-pauvreté au Bénin ne pourrait être relevée que par un niveau de promotion élevé. Effet, le taux de croissance annuel moyen du taux de promotion dans le primaire nécessaire pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 est estimé à 3.3425% au moins.

Un niveau de taux d’inscription au primaire conjugué avec un taux de promotion élevé devrait être maintenu durablement pour atteindre l’objectif de réduction de moitié l’incidence de pauvreté.

### Santé, inégalité, croissance-pauvreté

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(41)** |

Où :

* TFSS, Taux de fréquentation des services de santé,
* TMNN, taux de mortalité néonatale précoce (indicateur de performance du système de santé)
* TMM, Décès maternels pour 100.000 naissances vivantes (indicateur de performance du système de santé)
* X, PIP pour le secteur santé par habitant (FCFA/par habitant), on fait l’hypothèse que cette variable intègre la protection sociale.

On déduit également de la relation précédente, les élasticités de la croissance des paramètres du secteur éducatif à la croissance de la pauvreté :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(42\_1)** |
|  | **(42\_2)** |
|  | **(42\_3)** |
|  | **(42\_4)** |

Ces relations permettent de déterminer les taux de croissance annuel moyen des investissements publics par tête du secteur santé, nécessaires pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **(40)** |

, et taux de croissance des l’indicateurs de performance du secteur de la santé (taux de fréquentation des services de santé, ratio de mortalité maternelle et taux de mortalité néonatale respectivement) suite à la croissance du paramètre d’entrée du secteur éducatif (Investissement public par tête dans le secteur santé). Les résultats d’estimation se présentent comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
|  | (1) |
| VARIABLES | lnTauxPauvr |
| lnTMNN\_G\_1 | 0.0752 |
|  | (0.111) |
| lnTFSS\_G\_1 | -0.0799\*\*\* |
|  | (0.0207) |
| lnTMM\_G\_1 | -0.0152 |
|  | (0.0422) |
| lnInvest\_t | -0.00153 |
|  | (0.00213) |
| lnTMM\_t | 0.00150 |
|  | (0.00328) |
| Constant | 1.659 |
|  | (1.090) |
| Observations | 22 |
| R-squared | 0.772 |

Robust standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Les résultats d’estimation montrent que les coefficients estimés ont dans l’ensemble les signes attendus avec un pouvoir explicatif acceptable. En effet, le pouvoir prédictif est estimé à environ 77%. Les effets marginaux et les élasticités correspondant pour chaque paramètre, calculés après estimation sont présentés dans le tableau ci-dessous

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Effets marginaux | | Elasticités | |
| Paramètres | Valeurs | Paramètres | Valeurs |
|  | -0.0844186 |  | -0.346101 |
|  | 0.0752174 |  | 0.294886 |
|  | -0.0151609 |  | -0.1064468 |
|  | 0.0015327 | - | - |
|  | 20.05 | - | - |
|  | 6.9957 | | |

**Sources : Calcul issus des estimations (2023)**

D’après les résultats, les effets marginaux sont estimés à -0,08 pour le taux de fréquentation des services de santé, 0,075 pour le taux de mortalité néonatal précoce, -0.015 pour le ratio de mortalité maternelle et à 0,002 pour l’l’investissement public par tête dans le secteur santé.

Il convient de noter que l’effet marginal du taux de mortalité néonatal précoce est positif, celui des investissements publics par habitants dans le secteur santé est positif mais très faible. Les autres paramètres ont un effet marginal négatif. Ces résultats traduisent qu’une inégalité très prononcée conjuguée au taux de mortalité néonatal et aux investissements publics par habitants dans le secteur santé neutralise la magnitude de la santé-pauvreté au Bénin. L’effet de la santé sur la réduction de la pauvreté au Bénin ne pourrait être relevé que par un niveau élevé de fréquentation des services de santé et des investissements publics par habitants dans le secteur santé. En effet, le taux de croissance annuel moyen des investissements publics par habitant dans le secteur santé nécessaire pour atteindre l’objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l’horizon 2030 est estimé à 6.9% au moins.

Un niveau d’investissement dans le secteur santé conjugué avec une amélioration de la santé de la mère et de l’enfant et de la santé de la population en général devrait être maintenu durablement pour atteindre l’objectif de réduction de moitié l’incidence de pauvreté.

# Conclusion

Globalement, au vu des actions menées et encours dans le cadre de la mission de proposition d’un modèle convenable pour la simulation des politiques publiques, il ressort que certains points de blocage impactent le bon déroulement des activités telles planifiées dans le calendrier des activités. La mission estime tout de même très satisfaisant le bilan à mi-parcours de la proposition d’un modèle convenable pour la simulation des politiques publiques en ce qui concerne la composante collecte des données et formulation des équations.

Le niveau des réalisations enregistrées permet de conclure que la mission atteindra ses objectifs à savoir : (i) Recruter trois consultants pour identifier un modèle de simulation des politiques publiques ; (ii) faire un état des lieux des modèles de simulation de politique développés au Bénin et dans les pays de la sous-région ; (iii) proposer le modèle convenable pour simuler les politiques publiques et assurer la veille stratégique.

La mission note que les actions de référence menées à leur terme ont permis de collecter puis de fiabiliser la quasi-totalité des données bien que certaines corrélations entre les variables et ce à quoi elles sont destinées n’aient été établies, ce que la mise à disposition du dictionnaire des variables permettrait à lever.

Enfin, l’adhésion et la forte participation de la DGPD dans la conduite des actions est un signe évident que ce dictionnaire de variables serait très rapidement mis à disposition de l’équipe des consultants afin que les analyses économétriques soient bouclées laissant place à l’implémentation de la plateforme informatique interactive. Dans la négative, cela risquerait de compromettre à terme l’atteinte des objectifs de cette mission.

# Recommandation

La mission constate, malgré les acquis indéniables, que certaines faiblesses ont réduit ou émoussé ses objectifs. C’est pourquoi, la mission formule les recommandations ci-dessous.

Pour garantir le succès de cette mission et donc permettre la l’atteinte des objectifs assignés, la mission formule les deux recommandations ci-dessous :

* Continuer à aider l’équipe des consultants en mettant à leur disposition le dictionnaire de données afin d’accélérer les analyses économétriques ;
* Maintenir les courtes réunions de restitution des résultats au fur et à mesure de l’avancement de la mission.

# Annexes : Données d‘étude

# Tableau N°1: Données relatives au secteur des finances publiques

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT | Recettes totales et dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes totales hors dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| RECETTES COURANTES | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes fiscales | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Impôts directs | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Impôts sur le commerce extérieur | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes non fiscales | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes en capital | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| DONS | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Dépenses totales et prêts nets | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| DEPENSES TOTALES | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Dépenses courantes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Salaires et traitements | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Transferts et subventions | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Subventions aux entreprises publiques | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Autres dépenses courantes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Intérêts de la dette publique | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Intérêts de la dette intérieure | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Intérêts de la dette publique extérieure | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| DEPENSES EN CAPITAL | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Sur financement interne | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Sur financement externe | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| AUTRES DEPENSES (divers) | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| PRETS MOINS RECOUVREMENTS | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Solde primaire de base | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Solde budgétaire global, hors dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Solde budgétaire global, avec dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| VARIATION DES ARRIERES | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Variations des arrières issues des dépenses internes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| SOLDE GLOBAL BASE CAISSE | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| FINANCEMENT | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| FINANCEMENT INTERIEUR | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Financement bancaire | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| BCEAO | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Financement intérieur par les banques commerciales | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| FINANCEMENT NON BANCAIRE | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Produits de la privatisation | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Autres financements non bancaires | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| FINANCEMENT EXTERIEUR | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Tirages sur emprunts | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Financement extérieur par amortissement de la dette extérieure | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Annulations de dettes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Financement extérieur par variation des arrières d'amortissement | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Autres financements extérieurs | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| ERREURS ET OMISSIONS | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE | Encours de la dette | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| Dette publique bilatérale | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| Dette publique multilatérale | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| Dette envers la Banque mondiale | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| Utilisation des crédits du FMI | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| Service de la dette règle | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Principal du service de la dette règle | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Intérêts | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Tirages | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Rééchelonnements de la dette | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Remise de dettes | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Reduction du stock de la dette | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

# Tableau N°2: Données relatives au secteur Exterieur

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Blocs | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| BALANCE DES PAIEMENTS 6eme EDITION | Compte des transactions courantes | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 1- Biens et services | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des biens | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens FOB : | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Pétrole | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Or | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Cacao | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Coton | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Caoutchouc | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Uranium | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Acide phosphorique | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Bois | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Café | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Zinc | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Noix d'anacarde | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens dont : Autres exportations | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres exportations - Dont intra-UEMOA | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Réexportations | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations nettes au titre du négoce | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens FOB | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF : | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Produits alimentaires | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Autres biens de consommation courante | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Produits pétroliers | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Biens intermédiaires | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Biens d'équipement | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens CAF dont : Autres importations | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres importations - Dont intra-UEMOA | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balances des services | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des services - Crédit | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des services - Crédit : Dont voyage | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des services - Débit | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des services - Débit : Dont fret et assurances | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 2 - Revenu primaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Revenu primaire : Dont intérêts sur la dette | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 3 - Revenu secondaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Revenu secondaire - Administrations publiques | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Revenu secondaire - Administrations publiques : Dont aides budgétaires | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Revenu secondaire - Autres secteurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Revenu secondaire - Autres secteurs : Dont transferts de fond des migrants | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Compte de capital | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 4 - Acquisition/cessions d'actifs non financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 5 - Transferts de capital | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Transferts de capital - Administrations publiques | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Transferts de capital - Administrations publiques : dont Remises de dette | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Transferts de capital - Administrations publiques : dont Autres transferts de capital | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Transferts de capital - Autres secteurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Solde des comptes des transactions courantes et de capital | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Compte financier | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 6 - Investissement direct | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 7 - investissement de portefeuille | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 8 - Dérives financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| 9 - Autres investissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques : dont Tirages | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques : dont Variations des arrières | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques : dont Rééchelonnement | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques : dont Autre financement exceptionnel | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Administrations publiques : dont Amortissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Autres investissements - Autres secteurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel - Variations des arrières | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel - Rééchelonnement | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel - Remise de dettes | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel - Autres (financement a rechercher) | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Erreurs et omissions nettes | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Solde global | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Ajustement statistique | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| SOLDE GLOBAL après ajustement | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Réévaluations et autres flux non transactionnels | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| VARIATION DES ACTIFS EXTERIEURS NETS (AEN) | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Taux de couverture | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (Export B&S/Import B&S) \*100 |
| Degré d'ouverture (Export B&S + Import B&S) /PIB (en %) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (Export B&S+ Import B&S) /(2\*PIB) |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (balance courante/PIB) \*100 |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (balance courante hors dons/PIB) \*100 |
| Balance courante hors dons publics | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Investissements directs étrangers/PIB | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (Investissement direct étranger/PIB) \*100 |
| Taux de progression des IDE | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1) \*100) |
| Solde global/PIB | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (Solde global/PIB) \*100 |
| Importations de services hors UEMOA | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens et services hors UEMOA | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel - Autres (financement a rechercher) | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Erreurs et omissions nettes | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| POSITION EXTERIEURE GLOBALE | Stock d'actifs financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Investissements directs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Investissements de portefeuille | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Dérives financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Autres titres de participation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Monnaie fiduciaire et dépôts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Prêts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Régime d'assurance, de pension et de garantie | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Crédits commerciaux et avances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Autres comptes a payer/a recevoir | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Or monétaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Droits de tirage spéciaux | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Position de réserve au FMI | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Autres avoirs de réserve | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Investissements directs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Investissements de portefeuille | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Dérives financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Autres titres de participation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Monnaie fiduciaire et dépôts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Prêts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Régime d'assurance, de pension et de garantie | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Crédits commerciaux et avances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Autres comptes à payer/a recevoir | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Droits de tirage spéciaux | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Position extérieure globale nette | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Investissements directs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Investissements de portefeuille | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Dérives financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Autres titres de participation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Monnaie fiduciaire et dépôts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Prêts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Régime d'assurance, de pension et de garantie | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Crédits commerciaux et avances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Autres investissements - Autres comptes a payer/a recevoir | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Or monétaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Droits de tirage spéciaux | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Position de réserve au FMI | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock d'actifs financiers - Avoirs de réserves - Autres avoirs de réserve | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Investissements directs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Investissements de portefeuille | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Dérives financiers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Autres titres de participation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Monnaie fiduciaire et dépôts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Prêts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Régime d'assurance, de pension et de garantie | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Crédits commerciaux et avances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Autres comptes à payer/a recevoir | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Stock de passifs financiers - Autres investissements - Droits de tirage spéciaux | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Position extérieure globale nette | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

# Tableau N°3: Données relatives au secteur réel

## Tableau N°3.1: Module\_Compte nationaux

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| PIB ET SES EMPLOIS A PRIX CONSTANT Base 100 | PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| - Agriculture, élevage, sylviculture, pêche | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| - Industrie, mines, énergie, BTP | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| PIB marchand | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| PIB non marchand | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES N F | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| CONSOMMATION FINALE | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE (FBCF) | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| VARIATION DE STOCKS | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
| EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES N F | FCFA | Milliards | BCEAO, INS | Flux | Somme sur la période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| PIB ET SES EMPLOIS EN VALEUR NOMINALE | PIB nominal (en milliards de FCFA) | FCFA | Milliards | INS | Flux |  |
| - Agriculture, élevage, sylviculture, pêche | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| - Industrie, mines, énergie, BTP | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| PIB marchand | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| PIB non marchand | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES N F | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| CONSOMMATION FINALE | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| #NOM? | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE (FBCF) | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| VARIATION DE STOCKS | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES N F | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

## Tableau N°3.2: Module\_Principaux indicateurs macroéconomiques

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES | PIB nominal | F. CFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| Secteur primaire | Pourcentage | Aucune | INS-BCEAO | Ratio | Rapport secteur primaire sur PIB nominal |
| Secteur secondaire | Pourcentage | Aucune | INS - BCEAO | Ratio | Rapport secteur secondaire sur PIB nominal |
| Secteur tertiaire | Pourcentage | Aucune | INS - BCEAO | Ratio | Rapport secteur tertiaire sur PIB nominal |
| Taux de croissance réel du PIB | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Flux | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1) \*100) |
| Contribution à la croissance : Primaire | FCFA | Milliards | INS - BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Secondaire | FCFA | Milliards | INS - BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Tertiaire | FCFA | Milliards | INS - BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Epargne intérieure | F CFA | Milliards | INS - BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Taux d'épargne intérieure | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Rapport (Epargne intérieure/PIB) x 100 |
| Taux d'épargne intérieure publique | Pourcentage | Aucune | INS - BCEAO | Ratio | Rapport (Epargne intérieure publique/PIB) x 100 |
| Investissement | FCFA | Milliards | INS | Flux | Somme sur la période |
| Taux d'investissement | Pourcentage | Aucune | INS - BCEAO | Ratio | Rapport (FBCF/PIB) x 100 |
| Taux d'investissement public | Pourcentage | Aucune | INS - BCEAO | Ratio | Rapport (FBCF publique/PIB) x 100 |
| Taux d'inflation moyen annuel (IPC) | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1) \*100) |
| Taux d'inflation en glissement annuel | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Glissement en fin de décembre |
| Recettes totales et dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes totales hors dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Recettes fiscales | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | Rapport Recettes fiscales sur PIB\*100 |
| Dépenses totales et prêts nets | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Dépenses courantes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | Rapport Dépenses courantes sur PIB\*100 |
| Investissements sur ressources internes | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | Rapport Investissements internes sur PIB\*100 |
| Solde primaire de base sur recettes fiscales | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | Rapport Solde primaire de base sur recettes fiscal |
| Solde budgétaire de base | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| Solde budgétaire global, avec dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | Rapport Solde global hors dons sur PIB\*100 |
| Solde budgétaire global, hors dons | FCFA | Milliards | MEF | Flux | Somme sur la période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | MEF | Ratio | (Ratio solde budg. De base hors dons sur PIB) \*100 |
| Encours de la dette | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Stock | Fin de période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BM/FMI/BCEAO | Ratio | Rapport Encours de la dette sur PIB\*100 |
| Service de la dette règle | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| intérêts | FCFA | Milliards | BM/FMI/BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Exportations de biens FOB : | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importations de biens FOB | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Balance des biens | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Compte des transactions courantes | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (balance courante/PIB) \*100 |
| Balance courante hors dons publics | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| (En % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (balance courante hors dons/PIB) \*100 |
| SOLDE GLOBAL après ajustement | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Pour mémoire : financement exceptionnel | FCFA | Milliards | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Degré d'ouverture (Export B&S + Import B&S) /PIB | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport (Export B&S+ Import B&S) /(2\*PIB) |
| Agrégats de Monnaie - Actifs extérieurs nets | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agrégats de Monnaie - Créances intérieures | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport Créances intérieures sur PIB\*100 |
| Agrégats de Monnaie - Créances intérieures - Créances sur les autres secteurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| (en % du PIB) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport Créances sur les autres secteurs sur PIB\*10 |
| Agrégats de Monnaie - Masse monétaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs extérieurs nets total - BCEAO - Créances sur les non-résidents - Avoirs officiels de réserve | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Taux de couverture de l'émission monétaire | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Avoirs Ext. Bruts sur engagement monétaire a vue |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

## Tableau N°3.3: Module\_Prix

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| Indice de prix à la consommation | Alimentation | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Habillement | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Ameublement | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Logement | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Sante | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Transport | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Communication | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Loisirs | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Enseignement | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Hotels et restaurants | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Autres biens et services | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
| Ensemble | Aucune | Aucune | INS | Indice | Moyenne sur la période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE | Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction alimentation | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction habillement | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Ameublement | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction logement | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Sante | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Transport | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Communication | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Loisirs | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Enseignement | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Hotels et restaurants | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation en moyenne annuelle de la fonction Autres biens et services | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |
| Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %) | Pourcentage | Aucune | INS | Ratio | Moyenne annuelle de la période ((n/n-1)\*100) |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

# Tableau N°4: Données relatives aux secteurs monétaires et financiers

## Tableau N°4.1: Module\_Activités bancaires

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES | Emprunts interbancaires et de trésorerie | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Fonds propres nets | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Comptes créditeurs clientèles | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Total des ressources | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Total des capitaux empruntes | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Charges sur emprunts de Trésorerie | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Agios sur comptes créditeurs clientèles | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Total des agios payes | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Cout moyen des ressources de trésorerie (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Cout moyen des comptes créditeurs (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Cout moyen des capitaux empruntes (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Cout moyen de l'ensemble des ressources (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Encours des crédits à la clientèle | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Agios encaisses sur crédits à la clientèle | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Taux moyen des crédits à la clientèle (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Taux de marge clientele (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Prets de tresorerie et interbancaires | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Produits sur prets de tresorerie | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Taux moyen des prets de tresorerie (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Total des produits sur operations de prets | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Encours des prets de toute nature | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Rendement moyen des prets de toute nature (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Taux de marge globale (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Frais generaux | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Frais de personnel (y compris personnel exterieur a partir de 1996) | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Dotations nettes aux comptes de provisions d'exploitation | FCFA | Millions | BCEAO/DC | Flux | Somme sur la période |
| Resultat net | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Produit net bancaire (PNB) | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Resultat brut d'exploitation (RBE) | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Importance des frais generaux (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Rapport frais de personnel / frais generaux (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Rapport frais de personnel / PNB (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Effort net provisionnement (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Coefficient net d'exploitation (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Coefficient de rentabilite (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Taux de marge nette (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
| Produits d'exploitation | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Charges d'exploitation | FCFA | Millions | BCEAO | Flux | Somme sur la période |
| Coefficient brut d'exploitation (en %) | Pourcentage | Unites | BCEAO | Ratio | Moyenne pondérée sur la période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| CREDIT SECTORIEL DE CENTRALE DE RISQUE ANNUEL | Credits a court terme accordes a la branche Agriculture Sylviculture et Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Agriculture et chasse declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Sylviculture et exploitation forestiere declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Industries extractives declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Extraction du charbon declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Production de petrole brut et de gaz naturel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Extraction de minerais metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Extraction d'autres minerais declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Industries manufacturieres declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes à la branche Fabrication de produits alimentaires. boissons. Tabacs declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Industries des textilles. de l'habillement et du cuir declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Industries du bois et fabrication d'ouvrages en bois declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Industries chimiques et fabrication de produits chimiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Fabrication de produits mineraux non metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Fabrication d'ouvrages en metaux, de machines, de materiel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Electricite Gaz Eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Electricite .gaz. vapeur declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Installation de distribution d'eau et distribution publique de l'eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Batiments-Travaux publics declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Commerce de gros et detail, Restaurants et Hotels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Commerce de gros declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Commerce de detail declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Restaurants-hotels: installations touristiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Transports. Entrepots et Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Transports et Entrepots declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Assurances. Affaires immobilieres. Services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche etablissements financiers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Affaires immobilieres et services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Services fournis a la collectivite. Services sociaux et personnels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Administration publique et defense nationale declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Services sociaux fournis a la collectivite declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Services fournis aux menages et aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Prets aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Entreprises privees declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a court terme accordes a la branche Entreprises publiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Agriculture Sylviculture et Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Agriculture et chasse declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Sylviculture et exploitation forestiere declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Industries extractives declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Extraction du charbon declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Production de petrole brut et de gaz naturel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Extraction de minerais metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Extraction d'autres minerais declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Industries manufacturieres declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Fabrication de produits alimentaires. boissons. tabacs declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Industries des textilles. de l'habillement et du cuir declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Industries du bois et fabrication d'ouvrages en bois declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Industries chimiques et fabrication de produits chimiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Fabrication de produits mineraux non metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Fabrication d'ouvrages en metaux. de machines. de materiel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Electricite Gaz Eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Electricite .gaz. vapeur declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Installation de distribution d'eau et distribution publique de l'eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche B├ótiments. Travaux publics declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Commerce de gros et detail. Restaurants. Hotels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Commerce de gros declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Commerce de detail declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Restaurants. hotels. installations touristiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Transports. Entrepots et Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Transports et Entrepots declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Assurances. Affaires immobilieres. Services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche etablissements financiers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Affaires immobilieres et services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Services fournis a la collectivite. Services sociaux et personnels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Administration publique et defense nationale declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Services sociaux fournis a la collectivite declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Services fournis aux menages et aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Prets aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Entreprises privees declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a moyen terme accordes a la branche Entreprises publiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Agriculture Sylviculture et Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Agriculture et chasse declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Sylviculture et exploitation forestiere declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Peche declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Industries extractives declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Extraction du charbon declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Production de petrole brut et de gaz naturel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Extraction de minerais metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Extraction d'autres minerais declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Industries manufacturieres declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Fabrication de produits alimentaires. boissons. tabacs declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Industries des textilles. de l'habillement et du cuir declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Industries du bois et fabrication d'ouvrages en bois declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Industries chimiques et fabrication de produits chimiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Fabrication de produits mineraux non metalliques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Fabrication d'ouvrages en metaux. de machines. de materiel declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Electricite Gaz Eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Electricite .gaz. vapeur declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Installation de distribution d'eau et distribution publique de l'eau declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche B├ótiments. Travaux publics declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Commerce de gros et detail. Restaurants. Hotels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Commerce de gros declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Commerce de detail declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Restaurants. hotels. installations touristiques declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Transports. Entrepots et Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Transports et Entrepots declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Communications declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Assurances. Affaires immobilieres. Services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche etablissements financiers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Affaires immobilieres et services aux entreprises declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Services fournis a la collectivite. Services sociaux et personnels declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Administration publique et defense nationale declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Services sociaux fournis a la collectivité déclarées a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Services fournis aux menages et aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Prets aux particuliers declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Credits a long terme accordes a la branche Entreprises privees declares a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |
| Crédits a long terme accordes a la branche Entreprises publiques déclarés a la Centrale des Risques | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | fin de période |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

## Tableau N°4.2: Module\_Statistiques monetaires MSMF 2000

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| AGREGATS DE MONNAIE - MSMF 2000 | Agregats de Monnaie - Circulation fiduciaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Circulation fiduciaire - Billets et monnaies mis en circulation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Circulation fiduciaire - Encaisses des banques (a deduire) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Circulation fiduciaire - Encaisses des Tresors (a deduire) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Depots transferables | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Depots transferables - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Depots transferables - Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Depots transferables - CCP et CNE | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - M1 | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Autres depots inclus dans la masse monetaire (1) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Autres depots inclus dans la masse monetaire - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Autres depots inclus dans la masse monetaire - Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Masse monetaire (M2) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Actifs exterieurs nets | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Actifs exterieurs nets - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Actifs exterieurs nets - Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances nettes sur l'Administration Centrale | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances nettes sur l'Administration Centrale - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances nettes sur l'Administration Centrale -Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances sur les autres secteurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances sur les autres secteurs - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Creances interieures - Creances sur les autres secteurs - Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire (2) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Actions et autres participations dans les ID | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Actions et autres participations dans les ID - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Actions et autres participations dans les ID - Autres institutions de depots (AID) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Engagements non monetaires des ID | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Engagements non monetaires des ID - Depots exclus de M2 | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Engagements non monetaires des ID - Emprunts | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Passifs a caractere non monetaire - Engagements non monetaires des ID - Titres autres qu'actions exclus de M2 | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Autres postes nets (3) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Autres postes nets : dont contrepartie des depots aupres des CCP | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Agregats de Monnaie - Total des contreparties de M2 (4) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE - MSMF 2000 | Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Credits - Concours adosses aux DTS | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Credits - Concours consolides | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Credits - Concours du FMI (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des instit. de depot sur l'AC - BCEAO - Creances - Credits - Autres concours de Gouv. etrangers | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Credits - Autres credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Portefeuille de titres du Tresor | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Creances - Autres creances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Engagements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Engagements - Encaisses du Tresor | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Engagements - Depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - BCEAO - Engagements - Autres engagements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques - Creances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques - Creances - Credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques - Creances - Portefeuille de titres du Tresor | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques - Engagements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances nettes sur l'administration centrale - Creances nettes des institutions de depot sur l'Administration Centrale - Banques - Engagements - Dont depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE - MSMF 2000 | Situation de la Banque Centrale - Actifs exterieurs nets (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Actifs exterieurs nets - Creances sur les non-residents (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Actifs exterieurs nets - Engagements envers les non-residents (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres institutions de depot (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances nettes sur l'administration centrale (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances nettes sur l'administration centrale - Creances sur l'administration centrale (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances nettes sur l'administration centrale - Engagements envers l'administration centrale (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres secteurs (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres secteurs - Creances sur les autres societes financieres (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres secteurs - Creances sur les administrations d'etats federes et locales (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres secteurs - Creances sur les societes non financieres publiques (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Creances sur les autres secteurs - Creances sur le secteur prive (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Base monetaire (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Base monetaire - Circulation fiduciaire (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Base monetaire - Engagements envers les autres institutions de depot (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Base monetaire - Engagements envers les autres secteurs (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Autres engagements envers autres institutions de depot (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Depots et titres autres qu'actions exclus de la base monetaire (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Depots et titres autres qu'actions exclus de la base monetaire - Depots inclus dans la masse monetaire au sens large (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Depots et titres autres qu'actions exclus de la base monetaire - Titres autres qu'actions inclus dans la masse monetaire au sens large (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Depots et titres autres qu'actions exclus de la base monetaire - Depots exclus de la masse monetaire au sens large (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Depots et titres autres qu'actions exclus de la base monetaire - Titres autres qu'actions exclus de la masse monetaire au sens large (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Emprunts (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Derives financiers (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Actions et autres titres de participation (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Situation de la Banque Centrale - Autres postes (net) (MSMF2000) | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| ACTIFS EXTERIEURS NETS - MSMF 2000 | Actifs exterieurs nets total | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Atifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Atifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve - Or Monetaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Atifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve - Monnaies Etrangeres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve - Depots et Titres inclus dans les reserves officielles | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - AOR - Depots et Titres inclus dans les res. off. - Dep. Transf. Inclus dans les Reserves Officielles ME | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - AOR - Depots et Titres inclus dans les res. off. - Autres Dep. Inclus dans les Reserves Officielles, Autres ME | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - AOR - Depots et Titres inclus dans les res. off. - Titres Inclus dans les Reserves Officielles, Autres ME | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve -Position de reserve au FMI | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Avoirs officiels de reserve - Avoirs en DTS | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Creances sur les non-residents - Autres actifs exterieurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Court terme | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Court terme - Depots de non-residents en monnaie etrangere | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Court terme - Depots de non-residents en monnaie etrangere - Depots transferables | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Court terme - Depots de non-residents en monnaie etrangere - Autres depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Court terme - Credits FMI | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Allocation DTS | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres - Depots transferables exlus | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres - Autres depots exlus | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres - Autres credit non-resident | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres - Autres comptes a payer non-residents MN | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - BCEAO - Engagements exterieurs - Autres engagements exterieurs - Autres - Autres comptes a payer non-residents ME | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Avoirs en monnaies etrangeres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Depots - Depots Transferables | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Depots - Autres depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Atifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Credits - Pension | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Credits - Autres credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents -Titres autres qu'actions | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Actions et autres titres de participation | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Autres creances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Autres creances - Credits commerciaux / avances | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Creances sur les non-residents - Autres creances - Autres comptes a recevoir | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Depots - Depots transferables | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Depots - Autres depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Credits - Pensions | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Credits - Autres credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Actifs exterieurs nets total - Autres institutions de depots - Engagements envers les non residents - Autres engagements | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
|  |  |  |  |  |  |  |
| CASAC\_A - CREANCES SUR AUTRES SECTEURS - MSMF 2000 | Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - BCEAO | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale -Creances des institutions de depots - BCEAO - Credits | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - BCEAO - Actions et autres participations | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur financier non bancaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur public | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale -Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur public- Administration locale | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Des Institutions de depots - des banques - Credit bancaire - Secteur public - Societes non financieres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur prive | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale -Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur prive - Societes non financieres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Credit bancaire - Secteur prive - Menages et ISBLSM | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Secteur financier non bancaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Public | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale -Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Public - Administration locale | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Public - Societes non financieres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Prive | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Titres autres qu'actions - Prive - Societes non financieres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Actions et autres participations | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Actions et autres participations - Secteur financier non bancaire | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Actions et autres participations - Public | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Actions et autres participations - Public - Societes non financieres | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |
| Creances sur les secteurs autres que l'administration centrale - Creances des institutions de depots - Banques - Actions et autres participations - Prive | FCFA | Milliards | BCEAO | Stock | Fin de période |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023)***

## Tableau N°4.3: Module\_ Systeme Financiers décentralisés

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bloc | Variables | Unité de mesure | Magnitude | Source | Type de série | Méthode d’observation |
| INDICATEURS DE LA MICROFINANCE | Taux de penetration demographique des services bancaires | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. bancair./popul adulte\*10000 |
| Taux de penetration demographique des services de microfinance | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. microfin./pop adulte\*10000 |
| Taux de penetration demographique des services de monnaie electronique | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. mon. elect/pop adulte\*10000 |
| Taux global de penetration demographique des services financiers | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts de serv. finan./pop. adulte\*10000 |
| Taux de penetration geographique des services bancaires | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. banc/superf totale\*1000 km2 |
| Taux de penetration geographique des services de microfinance | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. microf/superf total\*1000km2 |
| Taux de penetration geographique des services de monnaie electronique | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nbre total pt serv. mon. elec/super total\*1000 km2 |
| Taux global de penetration geographique des services financiers | Aucune | Aucune | BCEAO | Ratio | Nombre total pts serv. finan./superf total\*1000km2 |
| Taux d'utilisation des services bancaires (base population adulte) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services bancaires (base population totale) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux de bancarisation strict (base population adulte : 15 ans et plus) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux de bancarisation strict (base population totale) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de microfinance (base population adulte: 15 ans et plus) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de microfinance (base population totale) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux de bancarisation elargi (base population adulte: 15 ans et plus) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux de bancarisation elargi (base population totale) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de monnaie electronique (base population adulte et nombre de comptes de monnaie electronique ouverts) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de monnaie electronique (base population adulte et nombre de comptes de monnaie electronique actifs) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de monnaie electronique (base population totale et nombre de comptes de monnaie electronique ouverts) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux d'utilisation des services de monnaie electronique (base population totale et nombre de comptes de monnaie electronique actifs) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux global d'utilisation de services financiers (base population adulte: 15 ans et plus) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux global d'utilisation de services financiers (base population adulte et nombre de comptes de monnaie electronique actifs) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux global d'utilisation de services financiers (base population totale) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
| Taux global d'utilisation de services financiers (base population totale et nombre de comptes de monnaie electronique actifs) | Pourcentage | Aucune | BCEAO | Ratio | Rapport |
|  |  |  |  |  |  |  |
| INDICATEURS DE L'INCLUSION FINANCIERE | Nombre d'institutions recensees | Unite | Aucune | BCEAO | Stock | Somme fin de periode des institutions en activite |
| Nombre de points de services | Unite | Aucune | BCEAO | Stock | Somme en fin de periode des points de services |
| Montant des depots des clients | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | Fin de periode |
| Nombre de deposants | Unite | Aucune | BCEAO | Total des deposants sur la periode | - |
| Montants des encours de credits | FCFA | Millions | BCEAO | Stock | Fin de periode |
| Nombre de credits en cours | Unite | Aucune | BCEAO | Stock | Somme sur la periode |

***Sources : Données recueillies sur le site de la BCEAO (2023) -*** [***https://edenpub.bceao.int/***](https://edenpub.bceao.int/)

1. Le néokeynésianisme procède de la première logique au moment même où la microéconomie se trouve bouleversée par les hypothèses de la théorie de l'information. Or les problèmes d'information sur les marchés ont été systématisés par John M. Keynes au travers du rôle primordial que celui-ci donne aux prévisions. [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)
3. où représente respectivement les élasticités partielles de la production par rapport au facteur capital (K) et au facteur travail (L) [↑](#footnote-ref-3)
4. La loi fondamentale de Keynes qui est stipulée comme suite : « lorsque le revenu augmente, la consommation augmente aussi mais d'un montant inférieur à l'accroissement du revenu ». Son modèle de base se présente comme suit :

   où Y est le revenu actuel, C, la consommation actuelle, , la consommation incompressible ou autonome et c, la propension marginale à consommer ou la part de la consommation intégrée dans le revenu. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le modèle de Brow est spécifié de la manière suivante :

   avec , la consommation passée [↑](#footnote-ref-5)
6. I(1) : Ordre d’intégration des variables. [↑](#footnote-ref-6)
7. Licandro, O. , optcit [↑](#footnote-ref-7)
8. voir Mongan, 2002 [↑](#footnote-ref-8)
9. Voir Fosu et al (2009, 2010), aussi FALL, E, AKPLOGAN, M et ALOFA, J (2015) [↑](#footnote-ref-9)